

Selon un journal japonais
**Les Occidentaux vont
interdire l'exportation
de technologies
de pointe vers l'U.R.S.S.**
LIBRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F
Abonnez-vous : 20 F par an (France), 25 F (Europe), 30 F (Amérique), 35 F (Autres).
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Le Pakistan et les otages

**Islamabad accepte de libérer les prisonniers
qui sont réclamés
par les pirates de l'air**
**Un pays
déstabilisé**

Dans une lettre écrite de fond de la cellule de confinement à bord d'un avion de M. Giscard d'Estaing qui était intervenu en sa faveur après le séquestre du général Zia ul Haq, le général Zia ul Haq a écrit : « Il était assésé ». Il était assésé par la jeunesse pakistanaise, les otages de l'air, qui se réclament de la mémoire de l'ancien premier ministre, ont conféré à leur cause une portée nationale. A moins que l'acceptation de libérer les prisonniers n'ait été un acte de pureté, ce sera la première fois que des pirates de l'air obtiennent un résultat spectaculaire.

Alors qu'il avait fait arrêter le 5 mars, Mme Nusrat Bhutto et sa fille qui dirigeait le parti populaire pakistanais, l'ancienne formation gouvernementale, le général Zia ul Haq a finalement fait éléger son épouse, une femme qui appartenait à différents groupes d'opposition à son régime, faisant encore plus dangereux pour lui que les membres d'un parti politique qui ne demandait à l'origine qu'à être élu dans un cadre légal. Cette apparente capitulation surprend de la part d'un homme qui a donné l'ordre de la « terreur » en de nombreuses autres occasions, ne serait-ce qu'en organisant des assassinats.

L'ordre changeant aux otages innocents était - dans ce cas - comme dans tous les autres - émis en secret, et le dénouement probable du séquestre d'aujourd'hui est le plus long de l'histoire récente de créer un fâcheux précédent. Le général Zia a toujours le droit de l'histoire de l'histoire pakistanaise et la nécessité de sauvegarder l'unité nationale pour justifier la loi militaire de juillet 1977. Il se présentait alors comme le simple administrateur de la loi militaire et promettait des élections libres dès que la situation serait équilibrée. Les promesses n'ont pas été tenues. Le général Zia a fait passer la pendule, au terme d'une longue attente, de l'histoire à l'histoire. Le général Zia avait lancé comme un message de paix malgré les protestations de pays amis du Pakistan et comptait que le parti populaire pakistanais, principale formation d'opposition au régime militaire, ne survivrait pas à son fondateur. Loin de faire renouer les partisans de l'ancien « leader de peuple », le soutien de leur chef les a amenés à passer de la lutte politique à la violence.

Parvenu au paroxysme dans des conditions difficiles après la partition du Pakistan, dont un précédent régime militaire portait la responsabilité, Ali Bhutto avait amélioré sensiblement l'image de son pays. Ses concurrences n'avaient pu percevoir l'œuvre amorcée. Mais, l'annonce d'un campagne de débauchage à compter du 15 mars faisait prévoir une épreuve de force majeure. L'affaire du séquestre contribuait à déstabiliser un peu plus le régime.

A certains égards, Islamabad a profité de l'histoire pakistanaise et de l'histoire pakistanaise. Les États-Unis ne pouvant qu'aider un pays qui, malgré ses options militaires, apparaît comme un bastion de l'Occident dans la région. La proposition du président Reagan d'envoyer aux otages américains des armes qui transiteraient nécessairement par le Pakistan place le général Zia dans une situation délicate. On comprend qu'il n'ait jusqu'à présent fourni qu'une réponse ambiguë.

L'évolution de la campagne présidentielle

**La « Pravda » dresse un bilan « globalement positif »
de l'action de M. Giscard d'Estaing et ne voit
que des aspects négatifs chez MM. Mitterrand et Chirac**

Malgré l'éloignement géographique, les suffrages des électeurs des départements et des territoires d'outre-mer sont aussi sollicités que ceux des électeurs métropolitains par les principaux candidats à l'élection présidentielle.

Poursuivant son voyage aux Antilles, M. Chirac a déclaré, jeudi, en Martinique, répondre aux déclarations électorales de M. Giscard d'Estaing, qu'il se prononcera sur le second tour quand il sera « parfaitement informé » des programmes des autres candidats.

En tournée pré-électorale dans le Pacifique, M. Paul Djijad a mobilisé d'une façon jugée « indécente » par la presse locale, la radio et la télévision pour appeler à voter pour M. Giscard d'Estaing, sans indiquer notre correspondant à Neumia.

A Moscou, la « Pravda » juge « globalement positif » le bilan du septennat du président sortant, et ne voit que des aspects négatifs chez MM. Mitterrand et Chirac.

La préparation du scrutin dans les DOM-TOM

De tous les candidats, M. Chirac est celui qui a, outre-mer, le plus à perdre. Cela s'explique par le fait que le maire de Paris ait tenu à réaffirmer son intérêt personnel pour les territoires d'outre-mer, ce qui a fait des chasses gardées des gaullistes jusqu'à ce que les gaullistes les aient abandonnées à leur tour. Pour le leader du R.P.R., il s'agit avant tout de prouver que les territoires d'outre-mer ont des intérêts économiques et sociaux accomplis dans les cinq départements et les sept territoires sous le septennat de Giscard d'Estaing, alors que les DOM-TOM ont été, sous le régime de M. Giscard d'Estaing, une « terre de France ».

La légitimité étant devenue problématique, les gaullistes ont pratiqué une politique de « double jeu » : une surreprésentation sur la politique continentale et une surreprésentation sur la politique continentale. Cette surreprésentation a un double objectif : plaider à l'élection présidentielle et rallier à la cause gaulliste les laïcs-pour-compte de la politique gouvernementale.

Dans ces îles et ces outre-mer, les débats politiques se ramènent inévitablement à la seule question de l'appartenance à la France ou de l'indépendance. Le Chirac d'aujourd'hui apparaît comme le meilleur garant de maintien des liens avec les territoires d'outre-mer.

POINT

Les promesses des frères Willot

Le groupe Willot, qui avait repris en gérance, en octobre 1979, puis en propriété, en décembre 1980, le groupe Boussac, annonce qu'il n'aura rien de l'ancien groupe Boussac. Les frères Willot, qui ont obtenu la titularité industrielle du holding Agache-Willot, pour accompagner ces mesures, le gouvernement s'apprête à voter l'âge de la présidence d'un an, c'est-à-dire cinquante-cinq ans. L'engagement de l'État public de qu'il se contentent d'appeler la restructuration de l'industrie textile d'Alsace, certes, par la conjonction difficile que traverse cette branche. Dans le cas contraire, les frères Willot, cet engagement suscite des réserves.

Lorsque le groupe qu'ils dirigent s'est porté acquéreur de l'empire Boussac, l'État a autorisé la transaction en abandonnant ses ordres, qui n'étaient pas minces. En contrepartie, le groupe Willot s'engageait à maintenir l'activité industrielle de l'empire de Boussac. Or, alors que le groupe employait onze mille salariés lors de sa mise en liquidation judiciaire, l'usine huit cents emplois environ ont été supprimés, et un millier supplémentaires ont été supprimés.

A ce manquement aux engagements pris, le groupe Willot, la suspension sur la légalité de la procédure de liquidation des actifs du groupe Boussac au groupe Willot, les plaintes ont été déposées qui contestent la validité de la destination de ces actifs, qui s'effectuent irrégulièrement de la vente de l'usine. Plainte a même été portée pour infraction de la signature de Marcel Boussac.

Les pouvoirs publics se sont trop engagés dans cette affaire pour ne pas aujourd'hui se préoccuper de ses suites. La stratégie des Willot qui consiste à racheter des entreprises menacées pour leurs actifs immobiliers était connue de tous. On peut, dès lors, à la lumière des plaintes déposées et du volume des souscriptions d'actions, se demander sur les motivations du gouvernement qui a favorisé une telle opération. Willot n'ont pas dissimulé leur intention de constituer un dossier parlementaire sur l'industrie textile qui doit remettre son rapport au mars.

LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ ET LA VIOLENCE

- LA FORMATION ET LE RECRUTEMENT DES POLICIERS, le débat d'aujourd'hui de JEAN-MICHEL DUBOIS, DUBOIS, DUBOIS.
- MARSEILLE FACE AUX INIMIGES ET AU RACISME, un reportage de PIERRE GEORGES.

« Avec lui, plaisir de lire
vaut dire qu'on aime »
François Mitterrand de
l'Académie Goncourt / Le Point

« Bastide élève la fantaisie à la hauteur d'une ascèse boulangérienne »
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Un sacré tour de force »
Jean Clémentin / Le Canard Enchaîné



François Régis Bastide
L'enchanteur et nous
roman
GRASSET

AU JOUR LE JOUR

Succès

Le président Giscard d'Estaing a été élu le plus belle réussite de son septennat est l'accomplissement du programme électoral - modeste français, qui fut des jaloux dans le monde entier.

Quant aux signatures de nos frères par les Giscard et M. Brice Laroche, le porte-parole des écologistes anti-mitterrandistes, c'est évidemment une belle réussite de candidat Giscard d'Estaing.

HENRI MONTANT.

LA MÉDECINE IMAGINAIRE

Un point de vue

de JEAN MEO

« LA CERISAIE », DE PETER BROOK

Clarté tchekhovienne

De l'avis de Peter Brook, Shkasspa et Tchekhov sont deux géants. Plus encore que de grande auteurs, ils sont grands comme la poésie, la vie, la mort, la souffrance, qui fut des jaloux dans le monde entier.

COLETTE GODARD.
(Libre cette page 25.)

Demain LE MONDE DIMANCHE LA FRANCE DE L'HÉRITAGE

Enquête de Michel Heurteaux

Achetez
de Volvo
par Volvo

ne doit pas inciter la C.I.A. à rem-
plir des niches qui concernent la

ont
ben-
, au
ibre
de
in s
tion
nute
e la
urs
urs
nun
un-
sus
non
ent
de
ou-
is. »

parents. Le *New York Times*, qui, au

ti des jours, parait de plus en plus enclencher à mettre prématurément fin à la « lune de miel » que la presse accorde traditionnellement au nouveau élu, se lâche : « Le projet qui consistait à faire sapeonner (notamment) les cootillages revient à un appel pour le simple ou gouvernement pour qu'il ignore la loi. Cette proposition nous ramène au temps, pas très lointain, où la C.I.A. ouvrait tranquillement le courrier des citoyens innocents, procédait à des perquisitions illégales et infiltrait les organisations politiques. Lorsque le président a mis fin à ces abus, cela n'a rien eu de la sécurité du pays... » « Au nom de la simple décence, conclut le New York Times, le président (d'aujourd'hui) doit faire abandonner ce projet. »

ignora les lois... Cette proposition nous rendra au temps, par exemple, le fait que le C.I.A. couvrait tranquillement le courrier des citoyens innocents, procédait à des perquisitions illégales et infiltrait les organisations politiques. Lorsque le président a mis fin à ces abus, cela a été en rien dû à la société du Congrès.

« Au nom de la simple décence, conclut le New York Times, le président (d'aujourd'hui) doit faire passer donner ce projet ».

NICOLE BERNHEIM.

Canada

**LES ÉLECTIONS AU QUÉBEC
AURONT LIEU LE 13 AVRIL**

Québec (A.F.P.). — Le premier ministre québécois, M. René Lévesque, a dissous l'Assemblée nationale du Québec jeudi 12 mars et annoncé la tenue d'élections législatives dans la

A la dissolution de la chambre
la répartition des sièges était la

Peu après le résultat du référendum sur la souveraineté asso-

proposé M. Levesque d'organiser des élections. Ce dernier avait décidé de reporter l'échéance afin d'avoir dit que la consultation provinciale n'interviendrait pas au beau milieu du débat entourant la question du rapatriement de la Constitution canadienne. Ce débat est loin d'être terminé, mais M. Levesque ne pouvait pas retarder davantage la consultation populaire.

IAM

LIAM RON

choix ophie

man

le roman le plus

... non seulement le roman le plus

grands romans de tous les temps.

mard

ASIE

Thaïlande

Le général Prem Tinsulanond a remanié son gouvernement

Des conflits d'intérêts entre partis étaient à l'origine de la crise

Le général Prem Tinsulanond a présenté, mercredi 11 mars, au roi Bhumibol, son nouveau gouvernement, le deuxième en Thaïlande depuis 1976. Il met ainsi fin à une crise politique qui avait connu son point culminant le semaine dernière avec la démission des trois représentants du parti d'action sociale de l'ancien premier ministre Kuri Pramo, en conflit avec un autre membre de la coalition, le parti nationaliste Chart Tachat des généraux Phraman Adiratan et Chatichai Choonhavan. La nouvelle équipe, forte de trente-neuf membres, dont seize militaires, a été présentée au roi par le général Prem, commandant en chef à titre exceptionnel. Il a déposé de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée.

Plusieurs des principaux participants ne changent pas de thèse : la défense reste entre les mains du général Prem, commandant en chef à titre exceptionnel. Il a déposé de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. Plusieurs des principaux participants ne changent pas de thèse : la défense reste entre les mains du général Prem, commandant en chef à titre exceptionnel. Il a déposé de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée.

Mais ce qui retient le plus l'attention est l'entrée au gouvernement du général Sudet Hasadin, chef du mouvement des Buffes sauteurs rouges (Kating Deng), responsable des massacres d'étudiants d'octobre 1976, et qui a lancé le Parti de la ligne de masse. Le nom du général Sudet a souvent été cité en relation avec des activités de l'extrême droite, accusée de nombreux assassinats politiques depuis six ans. Sa nomination indique un net virage à droite du gouvernement.

La crise politique ne pouvait guère se produire à un plus mauvais moment : la situation économique et sociale ne cesse de se détériorer et l'insurrection cambodgienne n'est pas près de se débrouiller. Ce ne sont pas des divergences politiques qui sont à l'origine de l'instabilité d'une coalition qui venait de fêter son premier anniversaire. Composée de partis de droite, elle bénéficiait du soutien du palais, et des groupes militaires et d'affaires. En effet, comme s'est souvent le cas dans la politique thaïlandaise, ce sont encore une fois, des conflits d'intérêts qui sont à l'origine de la broutille entre M. Kuri Pramo et Boonchu et les généraux Phraman et Chatichai, respectivement vice-premier ministre et ministre de l'Industrie. M. Boonchu, lui-même « patron » de la plus grosse banque du pays, le Bangkok Bank, et chargé par le général Prem de résoudre la crise économique, d'opposer depuis longtemps aux ministres du Chart Tachat auxquels il voulait imposer sa stratégie de libé-

ration économique soumise à « Thailand Inc » (le Monde des 94, 25-26 et 27 janvier). Les généraux Phraman et Chatichai contrôlent des groupes d'affaires auxquels les idées de M. Boonchu déplaisent.

L'incident qui a causé la rupture entre les deux formations concerne l'approvisionnement en produits pétroliers dont la cote est considérable pour la balance commerciale du pays, et qui a longtemps permis à des intermédiaires de faire de substantiels profits.

La mois dernière, le général Chatichai, qui se trouvait en Arabie Saoudite pour négocier un accord d'achat de six cent mille barils de pétrole par jour, avait accusé son secrétaire d'Etat, M. Vith Thanasak, du parti d'action sociale, de saboter sa mission en envoyant aux Saoudiens des télégrammes affirmant qu'il n'était pas habilité à signer un tel accord. Le différend monta jusqu'au premier ministre, qui donna un blâme à M. Vith tout en affirmant que les accusations de corruption portées contre ce dernier étaient dénuées de fondement. C'est alors que M. Kuri Pramo, qui n'était pas pardonné au général Prem de lui avoir « soufflé » la direction du gouvernement l'an dernier, et qui est connu pour ses mouvements d'insurrection, pousse son pari à quitter le gouvernement.

Les accusations de corruption sont monnaie courante en Thaïlande et ne portent généralement pas à conséquence ; la responsabilité de la lutte contre la corruption, M. Sudet Anusavarn, vient de déclarer au Los Angeles Times qu'un tiers du budget national était empoché par des fonctionnaires peu scrupuleux. Ces accusations sont généralement employées pour cacher des rivalités d'intérêt.

La faiblesse de la coalition ou, plutôt, ses dissensions, son incapacité à venir à bout des difficultés que connaît le royaume à un moment où les troupes vietnamiennes campent à ses frontières, ne lésent pas d'interroger les alliés de la Thaïlande, que ce soit au sein de l'ASEAN (1), à Tokyo, Pékín ou Washington. Car le pays qui se veut le plus ferme face au Vietnam se trouve en même temps le plus vulnérable. La récente affaire d'approvisionnement pétrolier, comme auparavant d'autres concernant des contrats de matériel militaire, montrent que certains milieux demeurent prêts à s'entendre aux dépens du développement ou du maintien du potentiel de défense du pays. Le ministère de la défense ne vient pas d'écarter la compagnie Summit, chargée de faire tourner la raffinerie de pétrole qu'il possède, de ne pas abuser les réserves minimales légales de carburant au de lui vendre certains approvisionnements au prix fort. Pris de six ans après l'effondrement du régime sud-vietnamien, la façon de la débâcle semble bien latente.

PATRICE DE BEER.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Argentine

LA POLICE A ARRÊTÉ QUARANTE-CINQ FEMMES ET UN PRÊTRE, qui manifestaient pacifiquement, le jeudi 12 mars, sur la place de Mai, à Buenos-Aires, afin de lever la voile de silence sur le sort des disparus en Argentine. Les quelque cent cinquante autres personnes participant à la manifestation ont été dispersées. La police a saisi que les quarante-cinq personnes interpellées étaient en « détention préventive ». Les autorités tolèrent d'ordinaire le mouvement de protestation silencieuse des parents de disparus, qui a lieu, fréquemment, le jeudi, face au palais présidentiel. — (A.F.P., A.P.)

Chili

DEUX PERSONNES REPUTÉES A L'AMBAassade DE FRANCE ont été réprimandées par les autorités chiliennes. Le ministre des affaires étrangères, M. René Rojas, a déclaré que M. Felipe Orellana, et sa femme Marcela, qui sont dans les locaux de la mission diplomatique française depuis le 10 mars, sont des membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.R.G.) recherchés par la police pour de récentes attentats à la bombe et des cambriolages de banques. L'église catholique a, d'autre part, protesté le 12 mars contre ce qu'elle appelle « la première violation de la nouvelle Constitution », entre en vigueur le 11 : l'arrestation de M. Felipe Orellana. Une photographie, travaillant pour le vicariat de la solidarité, était d'urgence à été promue pour six mois sur tout le territoire chilien, annonce le Journal officiel du 12 mars. Un décret gouvernemental publié le même jour autorise le général Pinochet, qui a prêté serment le 11 mars, comme président « constitutionnel » du Chili, à procéder à des arrestations, limiter la liberté d'expression et la liberté d'information, et à intervenir le veto sur la part des citoyens proposant des doctrines contraires à la sécurité intérieure. — (A.F.P., Reuters.)

Ethiopie

M. OLIVIER STURAN, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères est arrivé à Addis-Abeba, le jeudi 12 mars, porteur d'un message de M. Giscard d'Estaing au chef de l'Etat éthiopien (le Monde du 11 mars). Le président de la République proposerait de convoquer la conférence régionale pour tenter de régler les conflits de la corne de l'Afrique. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

SIR MAURICE OLDFIELD, chef du M.I. 6, le service de contre-espionnage britannique, jugé en 1978, est mort le 10 mars, à Londres, des suites d'une maladie. Avant de pren-

dre la direction du M.I. 6, il avait été en poste au Proche-Orient pendant la seconde guerre mondiale, puis en Asie et à Washington. Quelques mois après son départ, en 1978, il avait été saisi par le gouvernement britannique et nommé co-coordonnateur de la sécurité en Grande-Bretagne. On considère qu'il a inspiré le personnage de George Smiley des romans de John Le Carré et celui de l'espion « M » de Ian Fleming. — (A.F.P.)

Mozambique

DEUX RESSORTISSANTS AMÉRICAINS ont été arrêtés à Maputo, en liaison avec la dénomination officielle d'un réseau d'information américain opérant au Mozambique le Monde du 6 mars), a annoncé, jeudi 12 mars, l'agence OFI-

cielle d'information mosambicaine (AIM). M. Arthur Zimmerman, employé de la firme portugaise de pneumatiques Mabor, et Carl Mohrer, professeur de biologie à l'université Eduardo Mondlane, seraient des respectivement arrêtés les 4 et 7 mars. Ils seraient accusés d'appartenir à un « important réseau d'espionnage monté par la C.I.A. », dont le démantèlement a été annoncé début mars par Maputo. Quatre diplomates américains en poste à Maputo pour « espionnage, subversion et espionnage », ainsi que deux de leurs épouses ont été expulsés, plusieurs dizaines de personnes, dont six Portugais et une Pakistanaise ont été arrêtées. — (A.F.P., Reuters.)

Namibie

LES FORCES SOUS COMMANDEMENT SUD-APRICAIN ont tué cinquante-huit

soldats de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO), dans le nord de la Namibie, au cours des deux dernières semaines, a-t-on officiellement annoncé, jeudi 12 mars, à Windhoek. D'importantes quantités d'armes, y compris deux lance-roquettes de 128 millimètres, de fabrication soviétique, auraient été saisies. Les autorités sud-africaines ont déclaré avoir tué plus de deux cent quatre-vingt combattants de la SWAPO depuis le début de l'année, estimant toutefois qu'un « assassinat » nationaliste démocratique n'est pas plus digne que celui des forces de sécurité sud-africaines. — (A.F.P., Reuters.)

L'égalitarisme démasqué ?



Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays d'Europe, les citoyens rejettent les abus de l'Etat-Providence et les illusions de l'égalitarisme.

Dans ce débat qui bouleverse les données politiques des grands pays occidentaux, il manquait un manifeste français. Le voici.

La France se libère-t-elle enfin du Grand Tabou ?

ALBIN MICHEL

peyreffilerie par bidalou

TUMULTUEUX n°6

HOTEL CONCORDE LA FAYETTE, L'AVENUE QUI MONTE AU CIEL



DU 2 AU 32 PETITS DEJEUNERS SERVICE PONCTUEL

A Paris, Porte Maillot, l'Avenue qui monte au ciel domine le Palais des Congrès. C'est le grand hôtel où un petit déjeuner commande pour 7 h arrive toujours avant 7 h 05. L'hôtel Concorde La Fayette. Un grand hôtel pour les hommes d'affaires qui veulent tout, tout de suite.

Hôtel Concorde La Fayette. **** LUXE. RÉSERVATION CENTRALE: 01 75812254/24/24, 7 JOURS SUR 7. PLACE DE LA PORTE DES TERRES - 75007 PARIS, TÉL.: 01 75812284 - LIGNE DIRECTE RÉSERVATIONS SOCIÉTÉS: 01 75747555

italie

APRÈS LES TREMBLEMENTS DE TERRE A NAPLES

Le spectre de la «guérilla entre les pauvres»

Des incidents presque quotidiens opposent désormais, à Naples, des petits groupes de déshérités aux forces armées. L'occasion des manifestations pour l'obtention de postes de travail. La situation est devenue encore plus confuse depuis la promesse, le 6 mars, du ministre du travail, M. Foschi, de créer des cours de « formation salariale ou emplois » pour dix mille personnes entre le 15 avril et le 15 juin prochain. Faut-il prendre les sans-travail inscrits sur les listes des bureaux régionaux de chômage après que ceux-ci auront été réformés, comme le souhaitent les syndicats, ou bien, comme semble l'avoir fina-

lement choisit le ministre, sous la pression des manifestations de chômeurs, employer les «disoccupés» dans des travaux figurant sur des listes de lutte établies par les comités de chômeurs surgis spontanément, dont le nombre se multiplie depuis qu'ils ont commencé d'être reconnus ? Aussi bien les syndicats que la municipalité de Naples (communistes, socialistes, républicains) critiquent ce choix du ministre du travail, et cette «assistance» accordée sans contrôle et sans véritable finalité productive, qui risque de renforcer encore les circuits traditionnels du clientélisme.

De notre correspondant

Après la forte secousse du 14 février — qui a fait six morts par infarctus... — une centaine de nouveaux sans-logis ont occupé Secondoglieno — un quartier de la périphérie de Naples — dans des baraquements provisoires. Ils ne manqueront pas, prévus pour d'autres sans-logis.

Des explosions, limitées, du rage et de frustration font crandre une véritable « guérilla entre pauvres ». Le 17 février, une centaine d'habitants d'un immeuble délabré inhabitable se sont opposés à la police municipale qui voulait démolir les maisons enflammées l'une des dernières années praticables entre la haute ville et le centre, bloquant ainsi toute la circulation. Ils ont refusé de quitter les lieux « parce qu'ils n'ont rien d'autre ».

Quelques petites manifestations de chômeurs ont même dégénéré en

centre de Naples, les cent vingt-cinq mille disoccupés recensés, mais aussi les deux cent mille « sott'occupati » (sous-employés) « arrancagianti ». Dans les immeubles lézards ne peuvent plus fonctionner les machines qui permettaient la fabrication à domicile de chemises, de gants, de chaussures, mais aussi parloirs de circuits électroniques intégrés commandités par de petites entreprises de la périphérie napolitaine travaillant en sous-traitance pour de grandes entreprises de l'Italie du Nord ou de l'Europe des Neuf.

La peur, le désespoir

« Trois mois après le séisme, Naples est dans une vaste et confuse ébullition sociale », constate le correspondant. Beaucoup de gens parlent communiste pour la Campanie. L'après-tremblement de terre fait écarter les contradictions entre les classes sociales. Beaucoup de gens prospèrent, celle des hôpitaux de points, du renouveau de la vie intellectuelle, celle des intellectuels, celle vingt mille personnes, celle des immobles des collines et des hauteurs, celle de la périphérie pour le séisme ; et l'événement, le « vent de Naples », univers du travail noir, celui des intellectuels, celui de la « démolition », de la contenance et de bon dessein. La ville des *quartieri*, où s'écrasent plus de trois millions d'habitants, est la plus densément de plus de dix mille habitants au kilomètre carré, un monde qui peut dominer le monde par son aspect d'effrayante masse humaine.

« Les débris des murs pour lesquels l'écroulement urbain, et des immeubles éteints, sont 20 %, 30 %, 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 %, 90 %, 100 % », énumèrent les chiffres.

familles assésient donc de se retrouver à la fin de l'été, à la fin de l'année, souvent d'aillours tout une brulante que l'immuable qu'elles ont 40 qu'elles. Dans l'écologie Primodécouverte, dans la famille, on se sent l'écologie, la sobriété, le personnel. A sept ou huit personnes par salle de classe, installant des marteaux sur des bancs d'écoliers ou le porte ; « Famille Espéculo » ou « Famille Amendola » entre des devoirs d'écologie, des activités.

Mais pourquoi demeurer dans son quartier quand la plupart des clients habituels ou même des fournisseurs ont été dispersés ? Comment arriver à faire Assuranta, des stucs faits à la main et des parfums de contrefaçon, sinon de contrefaçon, quand les autres magasins légalisés et les routes désertées pour s'installer avec des écoliers valent quelques centaines de milliers de dollars par semaine via Roma - devenue pénalisée après le séisme, et qui a été dévastée, toujours plus à un prix dérisoire ?

« Chacun nouvelle secousse étend ce carter qui ronge la ville », nous déclare M. Glutio Di Donato, maire adjoint (socialiste) de Naples, qui constate, en outre, que le séisme a frappé au premier lieu les quartiers les plus misérables. Les dégâts causés par le tremblement de terre sont estimés à plus de 800 milliards de lire; 320 milliards pour l'industrie (dont cent cinquante-quatre milliards pour les usines à gaz), 243 milliards pour le bétail (plus de deux mille deux cents magasins et boutiques d'artisans auraient été frappés selon les estimations de la chambre de commerce).

Mais il s'agit là des chiffres du « tremblement de terre officiel », de celui qui a frappé l'économie « émergée ». Qu'en est-il, en revanche, de toute l'économie « immergée » de l'industrie de la survivance ?

Dans les quartiers, être sans logis, c'est être sans travail. Dans cette immense ruine diffuse qu'est le

Les quartiers sont déserts, parce que la peur domine, irrésistible et paralysante. Les habitants de ces mêmes plus froids, racontent les vieux Napolitains, que celui de l'après-midi, lorsque, dans la ville bombardée, recommencent l'effroi et coulait le flot l'argent américain. Les rumeurs les plus folles courent : le 17 février, tous les quartiers étaient dans la rue en fin d'après-midi. « On » avait entendu dire que l'on » prévoyait une attaque pour le 18 heures. Certainement, sans doute, qu'un des médecins avait vu, aussi bien, la colonne de 25 avions, que celle du 14 février.

Les intellectuels napolitains ironisent à ce propos tout en y croyant à moitié, comme pour la gestation (la mauvaise sorte), demi-supernation d'un rationalisme inaccompli dont le philosophe Benedetto Croce disait avant la guerre : « Elle n'existe pas, mais il vaut mieux en tenir compte. »

MARC SEMO.

EXCENTRIQUE, EXTRAVAGANT,
EXTRAORDINAIRE ! TOUTS LES
SUPERLATIFS S'APPLIQUENT A FELA, ROI
DE LA MUSIQUE, ROI DE L'AFRO-BEAT
ROI DE L'ANTI-CONFORMISME, QUI
DERANGE AUJOURD'HUI L'AFRIQUE BIEN
PENSANTE. GENIAL OU DEMENT ? FELA
A IMPOSE SA VOIX, SA MUSIQUE, SON
MYTHE. PROVOCATEUR ? SANS DOUTE.
DYSÉQUILIBRE ? IL NE LE NIE PAS.
DÉSÉQUILIBRE ? C'EST MOINS SUR. FELA
EST UN UNIVERSE A LUI SEUL.

afrique
N° 1 054. 13-20 MARS.

**VOS
VACANCES
PRIX GARANTIS**

Jusqu'au 31 mars 1981 pour toute inscription accompagnée de 50 %

GRECE

1 semaine à Porto Héli – Demi pension

2.229 F

U.S.A.

Zabriskie Pist – Circuit 16 jours

6.820 F

CHINE

20 circuits à partir de

9.950 F



GALLERIES LA FAYETTE

LA SEMAINE FANTASTIQUE

**PRIX FANTASTIQUES
CREDIT GRATUIT 9 MOIS
SUR TOUT LE MAGASIN**

Galerias Lafayette

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

- **M. Jacques Chirac** : le bilan de M. Giscard d'Estaing est son plus lourd handicap
- **M. Michel Rocard** : l'alternance est une œuvre de salubrité publique

Selon les sondages, la cote du président sortant remonte

La campagne de M. Giscard d'Estaing, qui en est à sa phase d'information et d'explication, commence-t-elle à porter ses fruits ? Ou bien celle de M. Mitterrand, qui n'a pas vraiment démarré au niveau des grands moyens de communication audio-visuels, n'est-elle pas encore amorcée ? Toujours est-il que les deux derniers sondages publiés annoncent une remontée du président sortant, dans la perspective du second tour, en place d'égalité avec le candidat socialiste par les personnes interrogées sur leurs intentions de vote.

La première de ces enquêtes, publiée par le Figaro le 7 au 10 mars sur la base de 1.000 personnes interrogées, les intentions de vote se répartissent ainsi pour les principaux candidats : M. Giscard d'Estaing : 30 % ; Mitterrand : 28 % ; M. Chirac : 15 % ; Debré : 10 % ; Lottin : 3 % ; Giscard : 2 %. Au second tour, M. Giscard d'Estaing et Mitterrand se situent à 50 %, ce qui représente, par rapport aux résultats d'une enquête analogue effectuée en février, une progression de deux points pour le premier et une régression équivalente pour le

second. Un autre sondage, celui d'Opinion, publié par le Quotidien de Paris et réalisé du 5 au 8 mars auprès de 1.000 personnes, traduit la même tendance : M. Giscard d'Estaing et Mitterrand sont à égalité au second tour alors que la mois dernière le leader socialiste était crédité de 31 % des intentions de vote.

Distinctions

Les débats du président sortant dans la campagne électorale et, notamment, ses déclarations à l'émulsion « le grand débat », le 10 mars, ont, aussitôt, fait l'objet de commentaires de la part de MM. Mitterrand et Marchais (le Monde du 12 mars). M. Chirac, qui visite les départements français d'Amérique, a réagi à son tour, en faisant une distinction subtile entre l'annonce d'un vote personnel en faveur de l'un des deux candidats du second tour et un appel solennel à voter pour ce candidat, ce qui implique une participation à la campagne. Il en déduit que le président sortant admet que l'on puisse « le tenir » à la première formule.

Sera-ce l'intention de M. Chirac ? Pas de réponse pour le moment. De

toute façon, la malice de Paris ne dit pas ses préférences éventuelles au second tour que lorsqu'il connaît les programmes des autres candidats. Ce qu'il retient des premières propositions de M. Giscard d'Estaing ne le séduit pas, et il l'explique dans une interview au Parisien libéré : « En matière d'emploi, les propos de M. Giscard d'Estaing se sont bornés à un aveu d'impuissance. Il a renvoyé les Français, et notamment les jeunes, en 1985, époque avant laquelle l'évolution démographique ne se renversera pas. D'ici là, nous aurons donc deux millions cinq cent mille chômeurs ». Aussi M. Chirac pense-t-il que « le seul moyen de sortir M. Mitterrand, c'est que lui soit opposé au second tour un candidat qui ne présente pas un bilan de sept ans semblable à celui de M. Giscard d'Estaing. C'est son bilan qui constitue pour M. Giscard d'Estaing le plus lourd des handicaps, qu'il aura le plus grand mal à surmonter ».

Dans une autre interview publiée par les Nouvelles littéraires, la malice de Paris reproche au président sortant d'avoir orienté la politique culturelle vers la « seule conservation » en délaissant la création. « Jamais une seule faction politique n'avait eu ce point de vue », s'agit-il de ne pas vouloir « se priver les moyens audiovisuels », élargissant en coulisses ce que furent les débats de la V^e République dans ce domaine. Aujourd'hui, c'est un exemple. M. Pierre Buis, député R.P.R. de Paris, qui s'élève, dans une question écrite au premier ministre

de voir un ancien ministre (M. Jean-François Deniau) venir « donner aux téléspéctateurs des leçons sur ce qu'il faut penser des déclarations de Jacques Chirac ».

Un autre ministre de l'est-meur de campagne de M. Giscard d'Estaing, M. Jean-Philippe Lucet, porte-parole du candidat, a, de son côté, jugé sévèrement « mais pas à la télévision » les déclarations de M. Mitterrand. « On ne peut pas se contenter, a-t-il déclaré, de quelques boutades, d'est une erreur. Les Français attendent des propositions et n'ont jamais pris une élection aussi sérieusement ». Dans la mesure où les débats de politique entre les principaux candidats confient à leurs porte-paroles le soin de le faire, les journaux télévisés ne sauraient ignorer cet aspect de la campagne, le seul problème étant d'en rendre compte équilibrément.

Les balaïeurs de points

de M. Mitterrand

M. Mitterrand dispose, lui aussi, de plusieurs balaïeurs de points qui couvrent le terrain. Tandis que M. Pierre Mauroy en procède des problèmes de sécurité avec les maires socialistes, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., revient sur les dernières déclarations du président sortant, en ces termes : « Valéry Giscard d'Estaing nous a confié ce difficile et délicat mandat de balaïeur comme il échoue d'entre nous avait l'habitude d'y aller. La question

fondamentale n'a pas été posée. Comment se fait-il que Valéry Giscard d'Estaing ait eu des relations amicales avec le dictateur sud-africain ? »

A Marseille, M. Michel Rocard dénonçait jeudi soir « la malice du pouvoir sur la justice, la police et les médias » et réclamait l'alternance pour « faire œuvre de salubrité publique » et « assurer la stabilité de la V^e République ». Car, selon lui, « la véritable discordance, c'est Giscard d'Estaing reconduit ». Mme Véronique Naez, membre du secrétariat national du P.S., observe dans le bulletin de son parti que, sans les socialistes, la législation en faveur des femmes n'aurait pas été votée.

Au Havre, M. Pierre Bérégovoy, qui, s'ilg, lui aussi, au secrétariat du P.S., a été tourné vers le parti communiste et a expliqué que si celui-ci ne modifiait pas ses positions sur certains points essentiels comme la politique étrangère, il n'y aurait pas de contrat de gouvernement possible. Or, il est vrai que les deux partis n'ont pas l'intention de négocier avant le premier et le second tour. Il est tout aussi vrai, selon M. Bérégovoy « qu'il ne pourrait gouverner ensemble que sur la base d'un contrat. Sans celui-ci, a-t-il ajouté, il n'y aura pas de gouvernement ».

M. Bérégovoy a assuré, d'autre part, que les élus socialistes n'ont reçu aucune consigne concernant le parrainage des candidats et qu'ils sont libres d'agir comme ils l'entendent en tenant compte que « toute

voix perdue au premier tour lare le au candidat de la droite ». Aussi jugé-t-il comme une manœuvre de diversion le soutien apporté par le C.D.S. au candidat écologiste, M. Sève Lalonde (lire page 10).

Plusieurs « petits candidats » se plaignent du sort qui leur est réservé. M. Alain Krivine (L.C.R.) reproche au P.C. et au P.S. « d'écarter » les petites formations d'extrême gauche en refusant de parrainer leurs candidats et M. Pierre Baisy (parti marxiste-léniniste) dénonce « le sabotage consistant mis en place par le gouvernement et sa majorité » car la nécessité de rassembler cinq cents parrains est « une prime donnée aux quatre grands partis ». Coluche met en cause Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information à Antenne 2, parce qu'il n'aurait pas tenu ses promesses de l'inviter à un journal de la mi-journée. Antenne 2 précise qu'aucun accord n'a été pris, que Coluche a été reçu à trois reprises depuis qu'il est candidat et qu'il a refusé une nouvelle invitation le 11 février.

A un autre niveau, M. Marchais reproche à M. Giscard d'Estaing de préférer le « monologue » en lui refusant la contrepartie télévisée qu'il lui avait proposée. Le candidat communiste met aussi en cause le quotidien les Echos pour une interview non encadrée par lui et qui se termine dans l'humanité du 13 mars. (Lire page 10.)

ANDRÉ LAURENS.



Dessin de FLANTU.

Je me prononcerai sur le second tour quand je serai parfaitement informé des propositions des autres candidats
répond le maire de Paris à M. Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

Fort-de-France. — M. Jacques Chirac, qui était interrogé par les journalistes, dès son arrivée à Fort-de-France, jeudi 12 mars à 15 heures (20 heures, heure de Paris), sur les décisions prises mardi soir par M. Giscard d'Estaing, a tout d'abord répondu en souriant : « J'ai envisagé, d'est vrai, avec une certaine satisfaction la démission du président de la République indiquant que, le cas échéant, il se proposait de voter pour qui ou de ne pas voter pour qui ou de ne pas voter pour qui ». Il a poursuivi sur un ton plus grave : « Je ne puis que constater à cet égard concernant l'absence de démission. Puisqu'il s'agit d'un acte qui prévoit l'extinction automatique des candidats qui ne sont pas les deux premiers, il n'y a pas, d'est vrai, de démission. La seule question qui puisse se poser c'est de savoir, pour un candidat, quel sera son vote personnel. C'est ce que déclare le candidat Valéry Giscard d'Estaing.

« Pour ce qui me concerne, s'il était naturellement facile au candidat Giscard d'Estaing de prendre position pour moi dans la mesure où chacun connaît maintenant mon programme et mes propositions pour le redressement de la société française, en revanche je ne connais pas encore les propositions des autres candidats. M. Giscard d'Estaing a évoqué un certain nombre de problèmes sans pour autant énoncer les solutions concrètes à y apporter. Il a dit qu'il le ferait au cours de sa campagne. Et bien, je ne prononcerai quand je serai, comme lui, parfaitement informé de ce que proposent les candidats et je dirai à ce moment-là quelle est ma position. »

Dans l'après-midi, M. Jacques Chirac, il convient de distinguer l'expression d'un vote personnel

au second tour de ce qu'il serait un appel pressant invitant à voter pour un autre candidat, et qui implique l'entrée en campagne de celui qui le lancerait en faveur de celui-ci. En ce domaine, selon l'interprétation de M. Chirac, M. Giscard d'Estaing admet que son but est de faire éliminer les candidats qui ne souhaitent pas leur participation politique à la bataille du second tour à l'annonce publique qu'ils feraient de leur intention de vote. Il admet donc une bien, par avance, qu'un candidat en ligne ne reçoive pas le soutien actif de ceux mêmes proches de sa famille politique — qui auraient été battus au premier tour.

Dans la logique de cette explication, l'ancien premier ministre n'a naturellement pas voulu révéler quelle serait son attitude dans l'hypothèse où il serait lui-même éliminé. Il ne devrait le faire qu'au lendemain du premier tour, à moins que d'ici là le candidat Giscard d'Estaing ne lui fournisse des précisions suffisantes sur son programme. Il semble sceptique à ce sujet. A Fort-de-France, en effet, il a encore déclaré : « Il est difficile d'imaginer qu'après sept ans de pouvoir, de tour en lendemain, le candidat Giscard d'Estaing trouve les solutions capables de résoudre le chômage et de redresser la situation. »

ANDRÉ PASSERON.

• M. André Bora, député R.P.R. du Bas-Rhin, président du Racing Club de Strasbourg, ancien ministre, dont la première femme était morte il y a quelques années, a épousé, mardi 10 mars à Paris, Mlle Françoise Belserre, sa collaboratrice depuis de nombreuses années. Le mariage a été célébré à la mairie du quinzième arrondissement, par M. Jacques Chirac, en présence des principaux dirigeants du R.P.R. dont MM. Bernard Foss, secrétaire général, et Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, et de personnalités du sport et du spectacle, dont M. et Mme Guy Druet, Mireille Duro et Alain Duro.

4 JOURS EXCEPTIONNELS 3 NOUVEAUX MODELES FIAT

Vendredi 13, samedi 14, dimanche 15, lundi 16 mars.

Nouvelle Fiat 127 Special.

25 500 F* tout compris.

5 places homologuées. Traction avant. 4 roues indépendantes. Pare-brise feuilleté. Sièges avant à dossiers inclinables. Moquette. Essuie-glace 2 vitesses. Lunette arrière dégivrant. Feu de recul. Prédiposition radio.

Nouvelle Fiat 127 Super.

28 950 F* tout compris.

Même équipement que la 127 Special avec en plus petit volant gainé de type sport. Appuie-tête. Lave-essuie-glace arrière. Glacis teintés. Glacis arrière à ouverture compas.

Nouvelle Fiat Ritmo Super 85.

41 500 F* tout compris.

7 CV. 4 roues indépendantes. Boîte 5 vitesses. Pneus surbaisés. Nouveau tableau de bord avec nonfumeuse électronique de contrôle. Montre digitale. Volant réglable en hauteur. Pare-brise feuilleté. Glacis thermiques teintés. Lunette arrière dégivrant avec lave-essuie-glace. Ceintures arrière à enrouleur. Lampes baladeuses. Phares halogènes. Feu de recul et feu de brouillard arrière. Prédiposition radio avec antenne.

*Prix clés en main au 2.3.81.

FIAT

**PRENEZ DU BON TEMPS EN ESSAYANT
LES NOUVELLES FIAT, CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.**

communismes : l'alternative
TUMULTE (hebdomadaire) n° 6

GES.

LA note de « Glacard l'Africain » est sérieusement balisée au cours du septennat, notamment en Afrique francophone.

L'effaire Bokassa a bien entendu beaucoup terni l'image giscardienne. Soutien ostensiblement un chef d'Etat caricatural — et comprometteur la France dans la pentamétrie du « se cre » — l'état déjà une faute, sans parler des cadeaux exorbitants sans discernement. Mais

Depuis, l'équilibre a été rétabli et les relations entre Paris et Alger se sont nettement améliorées ; mais le plais sahariens reste ouverte pour le seul profit du colonel Kadhafi, qui fait sentir son influence jusqu'en Mauritanie, où le régime établis de l'indépendance a été

[illegible]

Nous terminons dans ce numéro la publication du « Dictionnaire du septennat ». Ce dossier comprend : L'exercice du pouvoir : I - Sans partage (le 6 mars 1981) ; II - Avec partage (le 13 mars 1981). A nous unifiés (le Monde du 6 mars 1981) ; et Société et culture : I - Conjuger le sort (le Monde daté 6-8 mars 1981) ; II - Mieux dans sa peau ?

(le Monde daté 8-9 mars 1981) ; Gérer la crise : la méthode Cool (le Monde du 10 mars 1981) ; et Economie : écouler les réminiscences (le Monde daté 10-11 mars 1981) ; et La vie dans le monde : I - Une insertion économique difficile (le Monde du 13 mars 1981) ; II - Les relations internationales : dialogues sans antinomie (le Monde du 14 mars 1981).

NOUVEAU UNE PRISE VOLANTINE PAR
UN SEUL LAMPADIER.

LA
NOUVELLE LUMIERE
A HALOGENES
A PARTIR DE 800 F.

ESAT 75000
PARIS

BOULEVARD
MAY
35-40, 1ER
250-300-400.

Aujourd'hui dans les
annonces classées
Fonctions
Commerciales
Une rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs.

**PROX. PORT DE
INTERCOMUNICAZIONE**

A 15 KM DE COMPIEGNE
dans le parc du Château de Bellingine



PROPRIÉTÉS DE CARACTÈRE DE 4,5 ET 6 PIÈCES
— Espace — Parc boisé — Grand jardin — Pêche d'eau — Culture
de quoi satisfaire les plus exigeants

3 FORMULES DE VENTE :
— gros œuvre — promotionnel — standard —
Prix éventsuels de votre habitat actuel.

REPRISE DÉFINITIVE À LA RÉSERVATION
— Nous consulter aussi nos maisons sur votre terrain
dans un rayon de 50 km autour de Compiègne

**Visite sur place : Les Marguerites de Bellingine, château de Bellingine,
Avenue Al Gerre Roman 69157 Elancourt Les Marguerites
vendredi, samedi, dimanche, lundi de 11h à 12h et de 14h à 19h
TEL : (4) 476.12.42 : Bureau de vente, ou (4) 476.10.73**

NOUVEL INTÉRÊT POUR LES FORCES CLASSIQUES

Ces efforts ne doivent pas donner naissance à une fausse impression. M. Glazov a déclaré que le peuple d'Israël a contribué à la construction d'un État moderne, et qu'il a apporté la moindre modification à son régime politique, social, économique. Des retouches à l'édifice ont été apportées, mais les principes fondamentaux, les traditions, les institutions nouvelles, notamment avec la dissolution du chef de l'État, ont été maintenus. La défense nationale, le 1^{er} juin 1968, a été célébrée à Jérusalem, et la bataille a eu Europe et l'Europe. Les forces armées ont été renforcées, et l'armée de la défense qui se généralise. Ces considérations ont été prises en compte par les dirigeants des deux États, et les deux États ont des propres intentions, comme nous le voyons dans les déclarations, et les deux États ont des intentions qui se nourrissent d'ambitions volontaristes et nationalistes.

Ce dossier a été réalisé avec le concours de Paul Balta, Patrice de Beer, Philipe Degrange, Maurice Delmar, Jacques Isnard, Michel Tatu, Gérard Virastelle.



tis de moyens, et l'insistance à
 constituer des unités profession-
 nelles destinées à intervenir outre-
 mer, au risque d'accentuer, un
 jour, le divorce qui existe, ao
 sein même de l'institution mili-
 taire entre la conscription, belli-
 gère et corvéable à merci, et le
 volontariat, discipliné et volon-
 tiers élitiste.

M GISCARD D'ESTAING s'adressait le 25 mai 1978 à l'Assemblée des Nations unies (ce qui n'avait jamais fait partie du programme de la République), réunie en session extraordinaire, et réintroduit la France dans les discussions sur le désarmement qu'elle boudait depuis seize ans.

La France fit alors une série

phase d'adoption de « mesures de confiance » (notification des manœuvres militaires, des déplacements de troupes, etc.) à des conditions réelles et vérifiables, et s'étendait jusqu'à l'Oural. Tout récemment, M. Brejnev s'est rallié sous conditions à cette dernière proposition.

● La création d'un institut de recherche sur le désarmement

■ La transformation de la commission du désarmement à présidence autonome, proposée par la conférence des Nations unies pour le désarmement, élargi et présidé par rotation mensuelle par tous ses membres. Depuis ce changement, le 26 juin 1976, la France participe, en tant que membre permanent, aux travaux de la Commission, qui boycotterait aussi les discussions sur le désarmement, s'y est jointe ultérieurement.

■ La création d'une Agence internationale d'activités de contrôle. Un groupe d'experts des Nations unies, présidé par un Français, doit déposer cette année un rapport qui sera discuté en 1982 par la Commission extraordinaire de l'Assemblée de l'ONU sur le désarmement. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S., qui disposent de leurs propres satellites de contrôle,

- La convocation d'une conférence du désarmement classique en Europe de l'Atlantique à l'Oural. Le projet français, appuyé par tous les alliés et atlantiques, est au centre des discussions de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Il prévoit dans une première
- La création d'un Fonds international du désarmement pour le développement. L'aide au développement serait financée par un pourcentage des budgets militaires. Un groupe d'experts doit soumettre un rapport à la prochaine session ordinaire des Nations unies.



TE FIDELITE
17/15 MARS 1981

MONDIAL

MONDIAL E FIDELITE

Radio 7, Fréquence Nord, Radio Mayenne,
Melun FM, Radio Bleue, FIP stéréo.

Le grand jeu-concours **France Inter**

RTÉ MAILLOT - 11/15 MARS 1981

12 F - JOURNEES PROFESSIONNELLES 8, 9 ET 10 MARS 1968

— 1999 —

MARSEILLE : «Le

De resten

[illegible][illegible]

Cristianismo

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Deux morts sans coupables

[illegible][illegible]

On nous demande que l'on
humain a survécu à l'extermina-
tion. On nous demande si
la loi a été respectée. On
considère que, dans l'extermina-
tion, on a permis aux
vies de la loi, mais on a
craint de la loi, on a
pour la loi, on a
pour la loi, on a

Le 14 septembre
 combattre qu'il
 par son magasin
 pour. Se faire
 à l'ennemi am-
 de grande volon-
 tés. Les jours, il
 se sentait libre, et
 manifesté en
 de l'ennemi
 de l'ennemi
 de l'ennemi

L'ASECURITE EN QUESTION
Le devoir de parler
par Anton...

FERNAND NOTHMAN

100

ÉDUCATION

du samedi 14 mars au samedi 28 mars

DEVANT L'ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

« Les entreprises doivent cesser de se décharger des responsabilités de formation »

affirme M. Beullac

M. Christian Bauduc, ministre de l'éducation, a été, le jeudi 15 mars, à Paris, l'assemblée générale annuelle du Collège Français, française pour le développement de l'enseignement technique (AFDET), pour faire le bilan de l'action en ministère de l'éducation dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes. «S'il n'y a pas de réforme, tout bouge», a-t-il déclaré, en détaillant longuement le «souti fondamental de cohérence» qui anime la rénovation du système éducatif. «Retisser des liens entre l'école et l'entreprise», telle est la formule

Rapporteur l'école de l'entre-
prise. C'est ici le credo associé :
menée en mai-juin 1980 auprès
d'un millier de personnes, appar-
tenant pour la plupart à l'encein-
te de la grande mode parisienne,
une enquête de l'AFEST sur
les problèmes actuels de la
formation professionnelle des
jeunes — la cit sans concession.
L'énigme majeure : pourquoi
— 76 % de cit sans, 19 % de cit
avec réserves a — concédé à la
nécessaire adaptation au pre-
mier emploi ? Les jeunes qui
sortent de l'école avec une for-
mation professionnelle. Il y a

aurait donc décalage et rupture.
Ne critique-t-on pas péle-mêle : une « méconnaissance des besoins de l'entreprise » par le système universitaire, et l'absence de « culture d'entreprise » chez les diplômés ? Les programmes des collèges [qui] recroiseraient trop vite l'abstraction et ne font pas à davantage de « savoir-faire », des jeunes « actuels » trop « étiés dans du concret » qui « ignorent la loi de l'effort », et ces « désirs des parents de conserver le plus longtemps possible leurs enfants dans l'enseignement général » ?

Il faudrait donc que l'entreprise s'en mêle. L'adaptation à l'emploi derrière les murs de l'école est, en effet, jugée « impossible » par 51 % des personnes interrogées. Et si elle l'est, ce ne pourrait être qu'« en dehors du

cadre normal des études » (68 % de réponses), en étant « assurés par des professionnels » (76 %).

L'Université française est donc face à la diversité des situations qui se présentent dans les entreprises, conclut l'AFDET. Toutefois, il ne s'agit pas de se substituer à elle. Les « difficultés financières actuelles des entreprises » sont soulignées et, selon 61 % des réponses, il revient à l'Etat de « prendre en charge » l'effort de formation professionnelle prévu par le VIII^e Plan. Il ne s'agit donc pas tant de privatisation des filières de formation que d'un droit de regard sur l'enseignement professionnel public, dont l'AFDET résume le développement.

Multi-entreprises alors si, dans ce cas, les séquences éducatives en entreprises, qui auront concerné soixante mille élèves cette année, et devraient en toucher deux cent mille l'année 1989, ont été réalisées par 128 entreprises du monde industriel et commercial (85 % de réponses favorables). Ces professionnels souhaitent d'ailleurs pouvoir porter des appréciations sur le séjour de leur élève en entreprise, et même qu'elles interviennent dans la délivrance du diplôme final. Ces séquences continuant, avec les stages d'enseignants en entreprise, à être de plus en plus nombreuses, M. Benilic était, devant l'AFDET, en pays de confiance.

Saisissez l'occasion pour « faire le point » sur son action en faveur de l'enseignement technique, il devait notamment déclarer : « Les entreprises ont des besoins en ses finalités économiques, mais également : replacer l'entreprise dans son environnement (L.). L'école a pour rôle de former l'élève de la vie socio-économique, mais les entreprises doivent assumer des responsabilités de formation sur le même système éducatif, à Selon la loi, les entreprises ont des obligations prises depuis deux ans en faveur des cycles d'enseignement professionnels (LEP) : 400 000 millions de francs par an. Mais combien les enseignants (trouvés omis) ont-ils entre 1979 et 1981 ? 100 millions de francs par an (sans subvention), les élèves (paran) supplémentaires de bourse et augmentation, à la rentrée 1981, de 100 millions de francs par an (équipement) que les entreprises (100 millions sur le bridge, 1981) pour le renouvellement du matériel pédagogique ».

Un « grand projet politique »

[illegible]

tion les spécificités locales.

Mais l'enseignement technique, qui est le système éducatif, après avoir été décliné en six secteurs, les quatre premiers, le Commerce, l'Industrie, l'Agriculture et le Bâtiment, ne comprend que quelques-uns des critères de la qualification professionnelle. Curieusement, les mêmes qui jouent la réévaluation d'un diplôme technique, s'inscrivent des mélanges sociaux et culturels qu'ils classent dans le premier degré du second degré. Vice-président du Conseil National de l'Enseignement technique, le ministre ne regrette qu'un détail : « dans la même classe un élève arrive à aller à l'école, un autre ne peut pas, il est malade ».

M. Benlila a tenté à se démarquer de la tradition de l'enseignement technique, la réforme sociale du système : « Si nous voulons rester à l'école, nous devons nous adapter à la vie mondiale, nous ne pouvons continuer à être un pays qui ne fait que produire des produits de consommation ». Aussi la solution consistait-elle à « mettre nos enfants à l'école, à leur donner un bon socle, leur milieu social, à leur donner l'enseignement technique dans leur di-

La légitimation du collège unique ne se trouverait donc pas dans un « égalitarisme » qualifié de « stupide » par le ministre de l'éducation, mais dans la visée lointaine d'un grand projet politique ».

EDWY PLENEL

● **Grève dans l'enseignement supérieur.** A l'appel du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.), des universitaires ont fait grève, jeudi 12 mars, pour protester contre l'absence « de moyens de postes et en crédits » et exiger l'intégration et la titularisation des personnels. Selon le SNE-Sup., cette grève a été **à bien suivre en sciences et en lettres**.

Unités de Pédagogie Active
COURS PARTICULIERS
(Math. Phys., Langues, Philo.,
Histoire, Géa. Sciences naturelles)
COURS DE VACANCES
(avril, juin à septembre)
8^e à Terminales (A, B, C, D)
COURS ANNUELS
2^e à Terminales (A, B, C, D)
du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
et de 14 à 15 h. samed. de 8 à 12 h.
M. SARI, 68, avenue d'Alsace,
75016 Paris - 720.50.92

**La semaine d'action
dans les lycées d'enseignement professionnel**

Le scandale des Camélias

Le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (SNETP-C.G.T.) appelle les professeurs de LEP (lycées d'enseignement professionnel) à faire grève, ce vendredi 13 mars. Cette journée achève la semaine d'action lancée par ce syndicat pour « la rénovation de l'enseignement technique avec des maîtres tous titularisés et mieux payés ».

La carte scolaire, actuellement en préparation, a des conséquences aussi sur ces établissements. Le LEP des Camélias, à Paris, est même menacé de disparition.

C'est un établissement où l'on travaille. Avec la machine à vapeur, le tour, le tour à vapeur, bien détreuvé pourtant, on essaie tout de trouver un emploi à la sortie. Pratiquement tous les élèves qui préparent un diplôme ont un contrat de travail dans une entreprise. L'industrie est très présente. Quant à ceux qui continuent un en pour approfondir la spécialité unique en France de la soudure à l'arc, ils ont tous un emploi. Les employeurs viennent examiner leurs travaux en fin d'année les recrutent sur-le-champ et les paient d'emblée de 3 à 5 000 francs.

C'est un établissement où l'on travaille, le LEP du 4 rue des Capucines. C'est où l'atmosphère qu'on y vient le mercredi après-midi et le samedi matin, de plain gré. Les professeurs connaissent tous les élèves. Chaque trimestre, les parents sont invités à venir à la fin de l'année scolaire. Les professeurs restent sur place, gardés les cours. Dans cette an-

Puis on rapatriera vers l'autre LEP le personnel administratif et le personnel du cantine. C'est tout. C'est tout ce qu'il y a. Ça passera sans violence de sa substance et perdra toute animation. » Une jeune collègue renchérit : « Sans personnel d'éducation, le LEP sera désert. Les élèves n'y resteront pas. Les professeurs n'y feront plus le mercredi et le samedi. »

Rentabilité

C'était trop bon. Le scandale avait cessé. Il n'y avait plus de quoi parler. Le départ à la retraite du professeur d'un LEP volé, rue Durcroux, la commission académique de la carte scolaire puis le Conseil de Paris ont décidé qu'il serait remplacé à la retraite prochaine par celui qui avait été nommé à la place de son père. Les deux professeurs, les deux pas de professeur : le professeur du LEP du square Alaim-Fourmès dirige les deux établissements.

Cette fusion est une mesure raisonnable aux yeux du professeur des Cammélis, M. Claude Ramon. Sportif éclectique, il aime l'entraîneur de l'équipe de France dit « le mythe » son LEP comme une équipe de football. « Il a encouragé la création de la section de football, a développé les cours de formation continue pour le compte d'entreprises privées, repoint avec le personnel les locaux à l'instar de la piscine. Il est arrivé à l'âge hâtif ans. Aujourd'hui, il considère que c'est plus difficile de maintenir l'entraîneur de l'équipe de France que de perdre de temps et de violence.

« Nous ne sommes pas des professeurs exceptionnels. Nos élèves ne sont pas meilleurs qu'ailleurs. Pourtant tous réussissent. C'est parce que nous avons même le cycle long de formation. Nous savons, nous, ce que c'est grâce aux conditions. Pourquoi ne savez-vous pas voir cela ? »

Il se tait, demande trahissant un professeur.

CHARLES VIAL.

Rentabilität

L'argument officiel les héritiers : rentabilité. Cent quarante et un élèves, c'est trop peu. Mais, font-ils valoir, même si l'on veut s'en tenir au coût financier, a-t-on calculé qu'il faille le taux de réussite au C.A.P. était de 80 % (84 admis sur 91 présentés en 1980, 100 % certaines années), contre 56,8 % de moyenne nationale, et les élèves étant tous placés sans attendre, « notre formation revient moins cher à la nation qu'ailleurs » ? Sans compter ce qu'il est plus difficile de mesurer : l'économie, aux Camélias, de

« Nous ne sommes pas des professeurs exceptionnels. Nos élèves ne sont pas meilleurs qu'ailleurs. Pourtant tous réussissent et plusieurs rejoignent même le cycle long de formation. Nous savons, nous, que c'est grâce aux conditions. Pourquoi ne veut-on pas voir ce au recto-
rai ? », demande tristement un professeur.

CHARLES VIAL.

**GRANDE
BRADERIE
ANNUELLE
DES
FOURRURES
DU NORD**

MANTEAUX

	GRADE	
Lapin naturel	1850 F	1150 F
Lapin Castorette	2450 F	1250 F
3/4 Mouton doré	2150 F	1350 F
Agneau doré	2450 F	1450 F
Patte d'astrak	2550 F	1450 F
Castorette marron	3250 F	1750 F
Opossum d'Australie	4250 F	1850 F
Opossum	4350 F	2100 F
Skunks naturel	4150 F	2150 F
Patte d'Australien col Toscane	3450 F	2250 F
Astraklan pleine peau	4850 F	2250 F
Murmél	3850 F	2350 F
Patte Guanaco	4850 F	2650 F
Rat d'Amérique col Renard	7850 F	4950 F
Ragondin	9250 F	5350 F
Rat d'Amérique	7350 F	5650 F
Pahmi	7850 F	5850 F
Castor col Marmotte	14750 F	6450 F
Marmotte naturelle	9250 F	6950 F
Renard bleu	11750 F	7450 F
Loup	14750 F	7950 F
Renard roux canadien	12750 F	8250 F
Castor longs poils	12850 F	9750 F
Vison	17250 F	13450 F
Vison dark	25750 F	21250 F

VESTES

Blouson Fantaisie	580 F	moins	320 F	=	260
Lapin couleurs	720 F	moins	380 F	=	340
Lapin naturel	1150 F	moins	410 F	=	740
Chat d'Asie	1650 F	moins	870 F	=	780
Opossum d'Australie	1850 F	moins	900 F	=	950
Agneau de Toscane	2450 F	moins	1200 F	=	950
Chacal	2250 F	moins	1200 F	=	1050
Patchwork Marmotte	1950 F	moins	800 F	=	1150
Renard noir, morceaux	2650 F	moins	1400 F	=	1250
Renard bleu	3500 F	moins	1900 F	=	1950
Vison en cuir	5850 F	moins	2600 F	=	3250

FOURRURES DU NORD

**115 à 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
près Gare du Nord**

**100, Av. Paul-Doumer
(angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e. métro Muette**

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H. A 19H.
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

ORGANIZATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

TOURISME HÔTELS SÉLECTIONNÉS

Campagne

1980 LA LOUVÈRE

HOTEL NEAU SITE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

1980 SAINT-PARDOUX

HOTEL BRADIERE "Plein air, 1500 m.
d'altitude, France, 60 km de 120 75-140, 75-140-75-140

LA CHOUILLÈRE

HOTEL BRADIERE "Plein air, 1500 m.
d'altitude, France, 60 km de 120 75-140, 75-140-75-140

Côte d'Azur

1980 MONTENOT

HOTEL MODERNE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

NICE

HOTEL VICTORIA "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Mer

LES ANGOLO-NORMANDES

Le premier et le plus célèbre hôtel de
la région, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

ILE DE JERSEY

Le premier et le plus célèbre hôtel de
la région, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

VENISE

HOTEL LA FENICE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-1873 CHAMPOUSSIN (Valais)

HOTEL ALPAGE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-3063 CHAMPS-ÉLISES (Valais)

HOTEL KIEBER "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Montagne

VERRES-MONTAGNE

HOTEL CHAMPOUSSIN "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-1873 CHAMPOUSSIN (Valais)

HOTEL ALPAGE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-3063 CHAMPS-ÉLISES (Valais)

HOTEL KIEBER "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Rive gauche

CHEZ PIERRE

CUISINE BOURGEOISE
117 rue de VAUGRANDE - 15°
Tél. : 734.10.10

23 rue de Paris

DESSERTS, DINERS, SOUPES
Gratitudes - Choucroutes
POISSONS
Nouveaux - Collages
Séjours 15, 20, 30, 60 pers.

LE PETIT ZINC

117 rue de VAUGRANDE - 15°
Tél. : 734.10.10

LE PETIT ZINC

117 rue de VAUGRANDE - 15°
Tél. : 734.10.10

le Munich

117 rue de VAUGRANDE - 15°
Tél. : 734.10.10

GHEZ HANSI

GRANDE BRASSERIE
ALCOOLIQUE
Cuisine gastronomique
Cuisine japonaise 3 h du matin
Huîtres et fruits de mer
toute l'année
Poissons, langoustes,
homards
Face à la Tour Montparnasse
3, place du 10 juin 1940
Tél. : 548.96.42

ASSIETTE AU BOEUF

"Formule Boeuf"
36° 90 SMC
100, av. Champagne-Strogon - 6°
9, boulevard des Capucines - 6°
100, bd du Montparnasse - 6°
Tous les jours
Jusqu'à 1 h du matin

Paris

GAMBETTA

HOTEL FREYERES-GAMBETTA "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

LA CHOUILLÈRE

HOTEL BRADIERE "Plein air, 1500 m.
d'altitude, France, 60 km de 120 75-140, 75-140-75-140

Autriche

TYROL

VOS VAGANCES D'IVERN VALSERT
12, avenue du Parc - 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

NICE

HOTEL VICTORIA "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Mer

LES ANGOLO-NORMANDES

Le premier et le plus célèbre hôtel de
la région, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

ILE DE JERSEY

Le premier et le plus célèbre hôtel de
la région, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

VENISE

HOTEL LA FENICE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-1873 CHAMPOUSSIN (Valais)

HOTEL ALPAGE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-3063 CHAMPS-ÉLISES (Valais)

HOTEL KIEBER "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Montagne

VERRES-MONTAGNE

HOTEL CHAMPOUSSIN "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-1873 CHAMPOUSSIN (Valais)

HOTEL ALPAGE "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

CH-3063 CHAMPS-ÉLISES (Valais)

HOTEL KIEBER "N.N. Site
Gare, 1500 m. d'altitude, France, 60
km de 120 75-140, 75-140-75-140

Plaisirs de la table

Mille feuilles gourmandes

(Suite de la page 17.)

Cela ne l'empêche pas de
devancer l'été, car y
figurent le Châtelet et le Petit
Bardou, qu'on trouve de l'im-
pression du guide il était naturel-
lement impossible de passer éton-
né sur les antécédents de leur
auteur. Il est vrai que ce
sont des favoris. On n'a pas
été aussi attentif ailleurs et
l'on s'étonne de voir figurer
encore, au Croquet, M. Vignau-
lou, au Jardin de la Forêt, M. Kain, à la Petite Cour,
Nicolas Robert, à l'Alibi Con-
stantin, M. Villacamps, qui n'y
sont plus. Quant au patron de
Thibaut, qu'on connaît depuis
deux ans, il est mort depuis
un lustre !

Le Guide-Milieu, donc, an-
nonce quatre mille cinq cents
restaurants et hôtels (cinq cents
de plus qu'en 1980), quatre-
vingt-cinq nouveaux, dont quatre-
vingt-cinq nouveaux loques.
Parmi les trois toques nou-
velles, on peut citer l'Éclair,
Arignon, le Puits, à Châteaufort,
l'Esplanade, à Saint-Père-sous-
Vézelay.

Mais il y a aussi les toques. Sur
30, cela permet de jouer (avec
les notes des restaurants, avec
la complexité du loto, avec
soi-même surtout !). Car, en fait,
il est important de voir, par
exemple, à Strasbourg, le pro-
totype de M. Jung, avec une
toque (à sa hauteur de 10), qui peut
être élevée à 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 135, 140, 145, 150, 155, 160, 165, 170, 175, 180, 185, 190, 195, 200, 205, 210, 215, 220, 225, 230, 235, 240, 245, 250, 255, 260, 265, 270, 275, 280, 285, 290, 295, 300, 305, 310, 315, 320, 325, 330, 335, 340, 345, 350, 355, 360, 365, 370, 375, 380, 385, 390, 395, 400, 405, 410, 415, 420, 425, 430, 435, 440, 445, 450, 455, 460, 465, 470, 475, 480, 485, 490, 495, 500, 505, 510, 515, 520, 525, 530, 535, 540, 545, 550, 555, 560, 565, 570, 575, 580, 585, 590, 595, 600, 605, 610, 615, 620, 625, 630, 635, 640, 645, 650, 655, 660, 665, 670, 675, 680, 685, 690, 695, 700, 705, 710, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800, 805, 810, 815, 820, 825, 830, 835, 840, 845, 850, 855, 860, 865, 870, 875, 880, 885, 890, 895, 900, 905, 910, 915, 920, 925, 930, 935, 940, 945, 950, 955, 960, 965, 970, 975, 980, 985, 990, 995, 1000, 1005, 1010, 1015, 1020, 1025, 1030, 1035, 1040, 1045, 1050, 1055, 1060, 1065, 1070, 1075, 1080, 1085, 1090, 1095, 1100, 1105, 1110, 1115, 1120, 1125, 1130, 1135, 1140, 1145, 1150, 1155, 1160, 1165, 1170, 1175, 1180, 1185, 1190, 1195, 1200, 1205, 1210, 1215, 1220, 1225, 1230, 1235, 1240, 1245, 1250, 1255, 1260, 1265, 1270, 1275, 1280, 1285, 1290, 1295, 1300, 1305, 1310, 1315, 1320, 1325, 1330, 1335, 1340, 1345, 1350, 1355, 1360, 1365, 1370, 1375, 1380, 1385, 1390, 1395, 1400, 1405, 1410, 1415, 1420, 1425, 1430, 1435, 1440, 1445, 1450, 1455, 1460, 1465, 1470, 1475, 1480, 1485, 1490, 1495, 1500, 1505, 1510, 1515, 1520, 1525, 1530, 1535, 1540, 1545, 1550, 1555, 1560, 1565, 1570, 1575, 1580, 1585, 1590, 1595, 1600, 1605, 1610, 1615, 1620, 1625, 1630, 1635, 1640, 1645, 1650, 1655, 1660, 1665, 1670, 1675, 1680, 1685, 1690, 1695, 1700, 1705, 1710, 1715, 1720, 1725, 1730, 1735, 1740, 1745, 1750, 1755, 1760, 1765, 1770, 1775, 1780, 1785, 1790, 1795, 1800, 1805, 1810, 1815, 1820, 1825, 1830, 1835, 1840, 1845, 1850, 1855, 1860, 1865, 1870, 1875, 1880, 1885, 1890, 1895, 1900, 1905, 1910, 1915, 1920, 1925, 1930, 1935, 1940, 1945, 1950, 1955, 1960, 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050, 2055, 2060, 2065, 2070, 2075, 2080, 2085, 2090, 2095, 2100, 2105, 2110, 2115, 2120, 2125, 2130, 2135, 2140, 2145, 2150, 2155, 2160, 2165, 2170, 2175, 2180, 2185, 2190, 2195, 2200, 2205, 2210, 2215, 2220, 2225, 2230, 2235, 2240, 2245, 2250, 2255, 2260, 2265, 2270, 2275, 2280, 2285, 2290, 2295, 2300, 2305, 2310, 2315, 2320, 2325, 2330, 2335, 2340, 2345, 2350, 2355, 2360, 2365, 2370, 2375, 2380, 2385, 2390, 2395, 2400, 2405, 2410, 2415, 2420, 2425, 2430, 2435, 2440, 2445, 2450, 2455, 2460, 2465, 2470, 2475, 2480, 2485, 2490, 2495, 2500, 2505, 2510, 2515, 2520, 2525, 2530, 2535, 2540, 2545, 2550, 2555, 2560, 2565, 2570, 2575, 2580, 2585, 2590, 2595, 2600, 2605, 2610, 2615, 2620, 2625, 2630, 2635, 2640, 2645, 2650, 2655, 2660, 2665, 2670, 2675, 2680, 2685, 2690, 2695, 2700, 2705, 2710, 2715, 2720, 2725, 2730, 2735, 2740, 2745, 2750, 2755, 2760, 2765, 2770, 2775, 2780, 2785, 2790, 2795, 2800, 2805, 2810, 2815, 2820, 2825, 2830, 2835, 2840, 2845, 2850, 2855, 2860, 2865, 2870, 2875, 2880, 2885, 2890, 2895, 2900, 2905, 2910, 2915, 2920, 2925, 2930, 2935, 2940, 2945, 2950, 2955, 2960, 2965, 2970, 2975, 2980, 2985, 2990, 2995, 3000, 3005, 3010, 3015, 3020, 3025, 3030, 3035, 3040, 3045, 3050, 3055, 3060, 3065, 3070, 3075, 3080, 3085, 3090, 3095, 3100, 3105, 3110, 3115, 3120, 3125, 3130, 3135, 3140, 3145, 3150, 3155, 3160, 3165, 3170, 3175, 3180, 3185, 3190, 3195, 3200, 3205, 3210, 3215, 3220, 3225, 3230, 3235, 3240, 3245, 3250, 3255, 3260, 3265, 3270, 3275, 3280, 3285, 3290, 3295, 3300, 3305, 3310, 3315, 3320, 3325, 3330, 3335, 3340, 3345, 3350, 3355, 3360, 3365, 3370, 3375, 3380, 3385, 3390, 3395, 3400, 3405, 3410, 3415, 3420, 3425, 3430, 3435, 3440, 3445, 3450, 3455, 3460, 3465, 3470, 3475, 3480, 3485, 3490, 3495, 3500, 3505, 3510, 3515, 3520, 3525, 3530, 3535, 3540, 3545, 3550, 3555, 3560, 3565, 3570, 3575, 3580, 3585, 3590, 3595, 3600, 3605, 3610, 3615, 3620, 3625, 3630, 3635, 3640, 3645, 3650, 3655, 3660, 3665, 3670, 3675, 3680, 3685, 3690, 3695, 3700, 3705, 3710, 3715, 3720, 3725, 3730, 3735, 3740, 3745, 3750, 3755, 3760, 3765, 3770, 3775, 3780, 3785, 3790, 3795, 3800, 3805, 3810, 3815, 3820, 3825, 3830, 3835, 3840, 3845, 3850, 3855, 3860, 3865, 3870, 3875, 3880, 3885, 3890, 3895, 3900, 3905, 3910, 3915, 3920, 3925, 3930, 3935, 3940, 3945, 3950, 3955, 3960, 3965, 3970, 3975, 3980, 3985, 3990, 3995, 4000, 4005, 4010, 4015, 4020, 4025, 4030, 4035, 4040, 4045, 4050, 4055, 4060, 4065, 4070, 4075, 4080, 4085, 4090, 4095, 4100, 4105, 4110, 4115, 4120, 4125, 4130, 4135, 4140, 4145, 4150, 4155, 4160, 4165, 4170, 4175, 4180, 4185, 4190, 4195, 4200, 4205, 4210, 4215, 4220, 4225, 4230, 4235, 4240, 4245, 4250, 4255, 4260, 4265, 4270, 4275, 4280, 4285, 4290, 4295, 4300, 4305, 4310, 4315, 4320, 4325, 4330, 4335, 4340, 4345, 4350, 4355, 4360, 4365, 4370, 4375, 4380, 4385, 4390, 4395, 4400, 4405, 4410, 4415, 4420, 4425, 4430, 4435, 4440, 4445, 4450, 4455, 4460, 4465, 4470, 4475, 4480, 4485, 4490, 4495, 4500, 4505, 4510, 4515, 4520, 4525, 4530, 4535, 4540, 4545, 4550, 4555, 4560, 4565, 4570, 4575, 4580, 4585, 4590, 4595, 4600, 4605, 4610, 4615, 4620, 4625, 4630, 4635, 4640, 4645, 4650, 4655, 4660, 4665, 4670, 4675, 4680, 4685, 4690, 4695, 4700, 4705, 4710, 4715, 4720, 4725, 4730, 4735, 4740, 4745, 4750, 4755, 4760, 4765, 4770, 4775, 4780, 4785, 4790, 4795, 4800, 4805, 4810, 4815, 4820, 4825, 4830, 4835, 4840, 4845, 4850, 4855, 4860, 4865, 4870, 4875, 4880, 4885, 4890, 4895, 4900, 4905, 4910, 4915, 4920, 4925, 4930, 4935, 4940, 4945, 4950, 4955, 4960, 4965, 4970, 4975, 4980, 4985, 4990, 4995, 5000, 5005, 5010, 5015, 5020, 5025, 5030, 5035, 5040, 5045, 5050, 5055, 5060, 5065, 5070, 5075, 5080, 5085, 5090, 5095, 5100, 5105, 5110, 5115, 5120, 5125, 5130, 5135, 5140, 5145, 5150, 5155, 5160, 5165, 5170, 5175, 5180, 5185, 5190, 5195, 5200, 5205, 5210, 5215, 5220, 5225, 5230, 5235, 5240, 5245, 5250, 5255, 5260, 5265, 5270, 5275, 5280, 5285, 5290, 5295, 5300, 5305, 5310, 5315, 5320, 5325, 5330, 5335, 5340, 5345, 5350, 5355, 5360, 5365, 5370, 5375, 5380, 5385, 5390, 5395, 5400, 5405, 5410, 5415, 5420, 5425, 5430, 5435, 5440, 5445, 5450, 5455, 5460, 5465, 5470, 5475, 5480, 5485, 5490, 5495, 5500, 5505, 5510, 5515, 5520, 5525, 5530, 5535, 5540, 5545, 5550, 5555, 5560, 5565, 5570, 5575, 5580, 5585, 5590, 5595, 5600, 5605, 5610, 5615, 5620, 5625, 5630, 5635, 5640, 5645, 5650, 5655, 56

Un film de
KUROSAWA
L'IDIOT
d'après DOSTOÏEVSKI



**Ça plane,
les filles !**

une adaptation de Dick Cusack Pictures

**JODIE FOSTER dans ÇA PLANE, LES FILLES ! (GROSSE)
avec SCOTT BAIO • SALLY KELLERMAN • RANDY QUAID**

Produit par DAVID RUFFALO et EDWARD ZWISLOCKY • Écrit par EDWARD ZWISLOCKY
Réalisé par EDWARD ZWISLOCKY • Musique Originale de MICHAEL KROPPNER
Distributeur exclusif en France par Cinescope et Cinescope Distribution

Rencontrez les ARTISTES ASSOCIÉS de CINESCOPE

Vous avez 20 ans
Vous avez la chance
de rencontrer
votre idole...

*des met jastark
zour le monde vous
vous star*

RÉNE SLEEMAN
RÉALISE

DIVA

UN FILM DE JEAN-JACQUES BÉNEK

POUR LES SALLÉS VOIR LIGNES PROGRAMMES

ISABELLE HUPPERT
est
**LA
DAME
AUX
CAMELIAS**

**la femme
de l'aviateur**
ou on ne saurait penser à rien

[illegible][illegible]

**GUY
TRÉJAN
ÉLÉONORE
HIRT**
dans
LE PRÉSIDENT
de THOMAS BERNHARD
texte français Claude Perrot
mise en scène Roger Blin
LOC. 742-95-22 et agences

- ACTUELLEMENT -
O CESAR

10 CESARS
LE
DERNIER
METRO

ELYSÉES LINCOLN - 7. PARNASSIENS - SAINT-LAZARE PASQUIER
SAINT-GERMAIN VILLAGE - FORUM CINÉMA

Le nouveau film de Krzysztof ZANUSSI
LE CONTRAT
 DE MARIAGE
 Avec LINDA CRABO, Michał KOMOROWSKI, Bogusław TYSZCZAK
 Traduction: LONKA KUKLI, Christine PAUL-PODLESKI

La plus ravissante des comédies
dans le plus joli des décors.

F.I.A.P. 21 h. : M.-P. Soma (De
thoven).
Conservatoire national des arts et
18 h. 30 : J. Besson.

meilleurs films de l'année
selon la critique

REPORT OF THE

TY SZKIEWICZ

[illegible][illegible]

Le Monde

économie

LA CRISE DANS LE TEXTILE

Les entreprises transnationales contrôlent de plus en plus le marché mondial constate une étude de la CNUCED

Genève. — Le tableau qui se présente à nous, est marqué par l'accentuation d'une situation de conflit et de crise dans un contexte de crises successives de l'économie mondiale. Cette constatation est extraite d'une étude récente publiée, le 9 mars, par le secrétariat de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur les « fibres et textiles » (1), secteur dans lequel les grandes sociétés — transnationales, dans la majorité des cas — se constituent de plus en plus en monopoles ou oligopoles contrôlant aussi bien les marchés mondiaux que les sources qui les approvisionnent.

Le coton, auquel l'étude consacre trois de ses huit chapitres, est produit dans quelque quatre-vingt pays, dont trois concentrent sur leurs territoires 85 % de la production : U.R.S.S. (11 %), États-Unis (18 %), Chine (55 %). Les petites exploitations ne dépassent pas quelques hectares et comptent par millions, tandis qu'il existe des plantations géantes de plusieurs dizaines de grandes sociétés. Par exemple, les États-Unis, qui se partagent près de 50 % du commerce du coton, ont des plantations pour la plupart en Grande-Bretagne (Liverpool), en Suisse (Winterthur) et au Japon (Osaka). La filature, en revanche, est concentrée dans les pays en développement, dont la part dans la production des fils de coton a crû de 19 % en 1980 à près de 40 % en 1978. Le coton, une fois filé, retourne dans les pays développés pour le tissage et l'élaboration de vêtements et d'autres produits d'industrie à forte densité de capitaux, caractérisés par la concentration économique et l'automatisation.

Nouvelle migration : l'industrie de l'habillement, qui se situe de façon majeure à la mécanisation, se répartit entre de nombreuses petites unités dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché et les salaires faibles. Au cours de ces dernières années, les ateliers

De notre correspondant

de confection ont notamment émigré des pays industrialisés touchés par la déflation (Etats-Unis, Europe occidentale) vers des pays à forte densité de main-d'œuvre (Amérique centrale, pays méditerranéens). Un territoire comme Hongkong fait à présent concurrence en Chine continentale une grande part de vêtements qu'il exporte. Cependant, on estime qu'au cours de la présente décennie, l'automatisation et la concentration s'accroîtront, ce qui ne manquera pas de réduire à massivement et rapidement l'emploi dans les pays peu développés, où, simultanément, la masse de main-d'œuvre disponible augmentera.

Le schéma d'industrialisation et de commercialisation des fibres synthétiques, en constante progression, tend à élargir l'impact du marché du coton. Tandis que l'industrie cotonnière ne consomme guère plus de 50 millions de dollars par an à la recherche, les dépenses de l'industrie chimique, qui ont pour but de développer les fibres synthétiques, s'élèvent à plus de 100 millions de dollars.

L'industrie du traitement des fibres naturelles ou synthétiques, bien que présentant une structure moins oligopolisée, n'en est pas moins entre les mains de trente à quarante firmes qui dominent le marché mondial à partir principalement de cinq pays : R.F.A., États-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon. Leur nombre tend d'ailleurs à diminuer à la suite d'absorptions.

Un facteur à prendre en considération dans toute analyse de l'activité des sociétés transnationales est la pression exercée sur les marchés à terme de matières premières, qui leur permet

de négocier à la fois les stocks existants et les contrats sur la production des années à venir. Les prix peuvent ainsi être contrôlés par une société ou un groupe de sociétés.

En outre, la division classique du monde en pays producteurs de matières premières économiques coloniales et métropoles manufacturières a été bouleversée ces dernières années par l'émergence de nouveaux pays industriels : Brésil, Corée du Nord, Hongkong, Inde, Mexique, Taiwan. Ces pays industriels d'investissement de capitaux en provenance des pays développés, ont créé au profit de ces derniers des zones franches, établissant des conditions fiscales particulièrement favorables et ne leur imposant pas d'obligation de production du milieu. Il se crée ainsi un fossé qui se creuse de plus en plus entre ces « zones protégées », qui à leur tour exportent, et les autres pays qui en font partie.

En résumé, comment les auteurs de l'étude de la CNUCED, que l'expression « multinationales du tiers-monde » revient en fait à une « expansion manifeste », ont-ils contribué à la crise du textile ? On s'aperçoit que l'impact est très loin de l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial » souhaité par la CNUCED.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Ce document de deux cent soixante-dix pages, qui n'est disponible jusqu'à présent qu'en anglais, porte le nom « Textiles in the World » (Genève 1981).

Le groupe Willot annonce la suppression d'un millier d'emplois dans sa filiale Boussac-Saint Frères

Près d'un millier de personnes vont perdre leur emploi chez Boussac-Saint Frères, filiale industrielle du groupe Willot. L'annonce en a été faite au cours du comité central d'entreprise, le jeudi 12 mars, à Wambrechies, dans le département du Nord. Selon la direction, il s'agit surtout de mise en retraite anticipée (30 %) à partir de cinquante-cinq ans. Une convention vient d'être passée avec le Fonds national de l'emploi.

La direction d'Agache-Willot précise que « l'application de cette convention entraîne une procédure de licenciements économiques pour raisons conjoncturelles ». Elle rappelle que la commission de redressement mise en place en 1980 pour le textile a été supprimée et que les cotisations de redressement qui ne devraient pas avoir d'incidences sur l'emploi.

La direction n'a pas précisé dans quels secteurs seront opérés « cette nouvelle réduction d'effectifs », l'exception des Tissages de Dinahelm, dans les Vosges, qui devraient fermer. Sur les quatre-vingt-huit salariés de cette usine, dix-huit devraient partir en préretraite, vingt seraient embauchés par le nouvel acquéreur de l'entreprise, qui se proposerait de reprendre les cinquante restants. Les mois qui suivront, il a aussi été précisé que les usines Saint-Frères, Béchère, Buis-Jardin, de Calais et Fines-Ranches (Pas-de-Calais), Laurent à Roncq (Nord), Piau Douce, Jalla, les Tentes Paris,

la Manufacture française des tapis et Genichaux ne seraient pas touchées par les suppressions d'emploi. Selon les syndicats, une solennité d'adieu sur les quatre-vingt-huit du groupe seraient touchées. Chacune d'entre elles devrait tenir la semaine prochaine une réunion exceptionnelle de son comité d'entreprise, où chaque direction annoncerait les mesures prises à l'égard de son personnel. On sait seulement que sur le total envisagé, deux cents suppressions d'emploi concernent les usines des Vosges et du Haut-Rhin. Un comité central d'entreprise est convo-

qué pour le 2 avril, les mesures arrêtées par le groupe devant être notifiées le 14 avril. Les départs au rattrapé et les licenciements devraient intervenir en août.

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. font état de plan de plus grande envergure de licenciements dont on ne connaît pas les détails. Elles ont demandé qu'il y ait Jean Tiberghien (dix-sept cents salariés à Tournai), on vient d'annoncer la suppression de soixante emplois.

Delhi à Delhi 3250⁰

Pour ce prix, on vous pose à l'aller, on vous cueille au retour et entre-temps vous vivez votre vie. Si vous êtes plus exigeant, nous vous proposons d'ajouter un séjour « à la carte » dans le style « old en main ». Quel genre ou plutôt quel genre ? Il y a trop à dire pour en parler. Venez ou découvrez !

FORUM VOYAGES

PARIS : 1, rue Cassette
75006 Paris. Tél. : (1) 544.3861
BOULON : 72, rue Jeanne-d'Arc
92000 Boulogne. Tél. : (35) 98.32.59

La commission d'enquête parlementaire devrait remettre son rapport fin mars

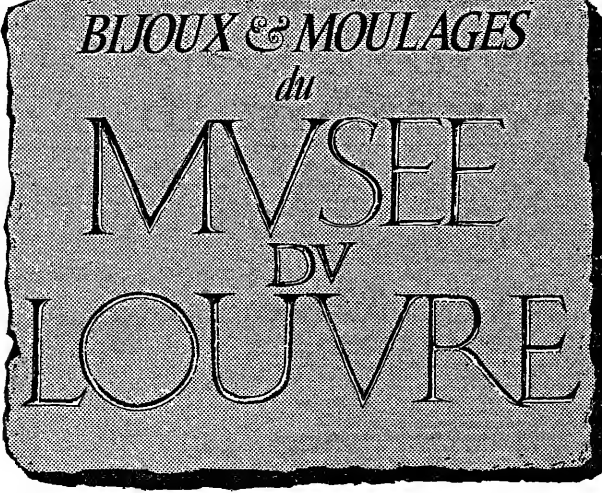
La commission d'enquête sur l'industrie textile, créée par l'Assemblée nationale, devrait être en mesure de remettre son rapport à la fin du mois de mars. Depuis sa création, le 16 décembre 1980, la commission a procédé à l'audition de responsables syndicaux et professionnels et entendu les ministres et secrétaires d'État concernés par les difficultés de cette industrie. L'audition du premier ministre, mercredi 11 mars, a clos la série de consultations décidées par la commission.

A cette occasion, M. Barre a réaffirmé la position de principe du gouvernement selon lequel, malgré la crise grave qu'elle connaît, cette industrie n'est pas condamnée, notamment parce qu'elle occupe une position stratégique. Le gouvernement estime, en effet, que les mesures d'encouragement à l'investissement (taux de 12 milliards en 1981 qui se réduisent à 10 milliards en 1982) et de soutien à l'exportation de produits de haute technologie, tendent à accroître le protectionnisme. Un effort d'accompagnement so-

dial pourra toutefois être poursuivi.

Pour le gouvernement, les industries sont très largement responsables de la situation critique du textile, notamment en raison d'un effort d'investissement et de création insuffisant. Pour retrouver compétitivité et productivité, il devra donc investir et exporter davantage et faire preuve de dynamisme. Le gouvernement soutient d'autre part, favorable à une remise en cause du second arrangement multilatéral (G.M.T.) accord qui régit le commerce mondial de textile et qui arrive à expiration le 31 décembre 1981.

Dans les nouvelles négociations, le gouvernement français se montrera, à l'instar de la position de l'Union européenne, « vigileant » les importations étrangères, c'est-à-dire la pénétration intérieure. M. Barre s'est également penché sur l'engagement de réduction de 10 % en deux ans le taux de pénétration intérieure (de 56 % à 46 %) du textile étranger.



du 5 au 21 Mars
EXPOSITION-VENTE
au 4^e étage

AUX TROIS QUARTIERS

Boulevard de la Madeleine - Paris
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Delhi à Paris 0⁰

Avant de choisir New York plutôt que Bangkok ou Lima, faites connaissance sans quitter Paris — et Rouen — sans qu'il vous en coûte autre chose qu'une heure de votre temps.

À deux pas de la rue de Rennes à Paris, ou au cœur de Rouen, faites-vous

insister par ceux qui vous

ont précédé, Colombo, Athènes et Rio en disposition et en Super 8 dans nos locaux (on a envie de dire « dans nos salons »).

Flânez dans notre librairie et repartez avec les deux ou trois livres qui vous

permettront de savoir dans quel ordre tomber amoureux de Singapour, de Manakch et de Bombay.

Forum VOYAGES

PARIS
Tél. : (1) 544.3861

ROUEN
Tél. : (35) 98.32.59

SOCIAL

Plusieurs hôpitaux sont affectés par des grèves

Plusieurs mouvements de grève sont observés dans des hôpitaux et parfois depuis plusieurs semaines pour dénoncer les restrictions de crédit.

Le personnel du centre hospitalier de Longjumeau (Essonne), appuyé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., s'est mis en grève revendicatrice depuis le 10 mars, pour : la remise en cause du salaire du personnel de nuit ; la non-création des postes demandés ; le non-renouvellement de contrats et la diminution des effectifs (1 % exigé par le ministère).

D'autre part, depuis une dizaine de jours, près de 30 % du personnel du centre neuro-psychiatrique dépendant de l'hôpital de Lagry (Seine-et-Marne) observe un mouvement de grève pour obtenir un renforcement substantiel des effectifs. Il estime, avec

la section C.G.T., qu'il est nécessaire de recruter une trentaine d'infirmiers et surveillants supplémentaires. Dans la journée de mercredi 11 mars, le service de l'hôpital du jour n'a pas pu fonctionner en raison du mouvement de grève. Des piquets avaient, d'ailleurs, été établis à l'entrée du centre mais l'ensemble des services de sécurité a été assuré complètement, sans incident. A Montfermeil enfin, près d'Avignon, une grève se poursuit depuis plus d'un mois ; selon la direction, le mouvement qui s'effrite s'expliquerait par l'alignement de la C.G.T. sur les mots d'ordre du P.C.

De notre correspondant

devant de quitter les lieux mais, devant leur refus, il faisait appel à la police, qui interpellait dix-neuf personnes, parmi lesquelles M. Gérard Bolland, secrétaire du U.D.-C.G.T. du Vaucluse. Confrontés aux commissaires pour vérification d'identité, elles étaient relâchées deux heures plus tard.

C'est le 9 février dernier que le mouvement a été déclenché à l'issue d'une réunion des commissions paritaires de ce C.H.S., qui emploie mille huit cents personnes et accueille mille trois cents malades. Les bureaux de la direction ont été occupés par les grévistes et, dans un tract, la C.G.T. accusait la direction de négligence. M. Milhau demandait aux autori-

étés, certains chefs de service et délégués P.O. de porter de nouvelles et graves atteintes aux droits locaux du personnel. La C.G.T. mettait en cause l'existence d'un « Forcément local » et profitait du jargonisme et de la servilité. Enfin, le tract demandait notamment qu'aucune suppression de lit n'intervienne, maintien du centre de formation, ouverture d'un concours d'élèves-infirmiers en 1981, le remplacement immédiat des postes vacants aux services généraux et administratifs et un budget qui tienne compte de l'inflation et des

Le mouvement s'est poursuivi depuis le 9 février : confédération de presse, manifestations, défilés,

jours portes ouvertes, « tout en assurant, affirmant les grévistes, la sécurité et les soins indispensables aux malades ».

Le 30 février, le piquet de grève a diffusé sa première édition de radio libre baptisée à Montfermeil « Les roses (le Monde du 4 février). La situation est déstabilisée au fil des semaines, sans que l'impact de règlement soit en vue. En effet, le mercredi 11 mars, M. Paul Travail, conseiller général socialiste d'Avignon, président du conseil d'administration du C.H.S., nous a précisé que la plus grande partie du personnel travaillait normalement, les grévistes ne représentant au plus qu'une centaine d'employés.

LA DIRECTION : une grève non justifiée.

Dans un texte intitulé « La vérité sur un conflit », il déclare notamment : « La C.G.T., avec l'appui de la C.F.D.T., manifeste son ordre de grève et menace grève ou intensifier l'occupation pour obtenir l'ouverture de négociations sur un programme revendicatif qui, en tout état de cause, ne peut être volontairement exécuté et satisfait à l'exception locale ».

« Depuis trois ans que je préside le conseil d'administration, aucun mouvement n'a été annoncé, et si quelques lits ont été supprimés, c'est dans le cadre de la restructuration de certains services en vue de leur humanisation. Cette grève n'est donc en rien justifiée. Elle semble correspondre plutôt à l'alignement de la section syndicale C.G.T. sur les mots d'ordre du P.C. représenté au sein de l'administration par trois cellules communistes ».

La poursuite de cette action vus dans le cadre de nombreux problèmes, y compris dans le rang du personnel de l'établissement hospitalier. Mais ce sont surtout les proches des malades qui s'inquiètent : « Comment, dans ces conditions, assurer les soins attentifs et nécessaires aux pensionnaires si tout ne rentre pas rapidement dans l'ordre ? »

JEAN LECLAIRE.

A Saint-Quentin (Aisne)

Des militants communistes s'emparent du fichier d'une agence de travail temporaire

Une trentaine de militants communistes ont envahi, mercredi 11 mars, l'agence de travail temporaire BIR à Saint-Quentin (Aisne) et se sont emparés du fichier. L'émotion, dans un univers dépourvu de tout autre mouvement, a été découlée d'ailleurs, les militants ont été arrêtés et les dossiers d'emplois dans la région. M. Daniel Leclercq, maire de Saint-Quentin, membre du comité exécutif du P.C.F., a publiquement approuvé ce geste d'action, que la fédération P.C. du Nord a qualifié de « d'inspiration communiste ». La direction de cette agence de l'Aisne a porté plainte pour vol et a dû interrompre son activité pour une durée indéterminée.

Après l'immobilisation, l'agence de l'INSEE à Nanterre a repris le travail, jeudi 12 mars, après avoir obtenu un accord supplémentaire par jour, se plaignant des fatigues causées par les commodes électroniques. Un second est intervenu, jeudi 12, entre la direction de l'INSEE et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. De sources syndicales, on indique que l'heure de 7 heures de travail sur console sera réduite à 5 h 30 min. Une heure de travail sur écran sera remplacée par une heure de travail hors écran et il y aura 15 minutes de pauses supplémentaires par jour. D'autre part, le contrôle électronique du rendement, institué par la loi, sera supprimé. Les vingt et un jours de grève seront payés ; les semaines disciplinaires touchées. Ces accords ne dépasseront pas l'investissement.

LA C.G.T. VEUT LANCER UN « PRINTEMPS DE LUTTE » DANS LES P.T.T.

Les Adhérents C.G.T. de la métallurgie et des P.T.T. ont annoncé, le jeudi 12 mars, l'organisation d'un « printemps de lutte » dans les services des P.T.T. et dans les entreprises de télécommunications. Elles appellent l'ensemble des travailleurs des services des P.T.T. et des télécommunications à se rassembler le 16 au 20 mars. Le 2 avril, les deux organisations vont déposer des cartes-pétitions à l'Assemblée nationale, à l'Assemblée régionale et dans les entreprises. Le personnel est appelé à cesser le travail au même moment.

La C.G.T. dénonce les suppressions d'emplois — dix mille depuis 1974, affirme-t-elle — qui réduisent l'équipement de la France en matière de télécommunications. Elle estime que les trente millions de lignes téléphoniques en 1980 se seront réduits à dix millions. Le personnel est appelé à cesser le travail au même moment.

JEAN LECLAIRE.

FIN DE LA GRÈVE DES DACTYLO-CODEUSES DE L'INSEE A NANTES

Après sept semaines de grève, les dactylo-codeuses du centre de l'INSEE à Nantes ont repris le travail, jeudi 12 mars, après avoir obtenu un accord supplémentaire par jour, se plaignant des fatigues causées par les commodes électroniques. Un second est intervenu, jeudi 12, entre la direction de l'INSEE et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. De sources syndicales, on indique que l'heure de 7 heures de travail sur console sera réduite à 5 h 30 min. Une heure de travail sur écran sera remplacée par une heure de travail hors écran et il y aura 15 minutes de pauses supplémentaires par jour. D'autre part, le contrôle électronique du rendement, institué par la loi, sera supprimé. Les vingt et un jours de grève seront payés ; les semaines disciplinaires touchées. Ces accords ne dépasseront pas l'investissement.

Selon la C.G.T., les grèves de début ont entraîné de 2 % en février, ce qui représente une baisse annuelle de 15 à 20 % en douze mois. Depuis le début de l'année, la baisse a été de 3,3 %. En février, selon la C.G.T., qui vient de modifier la structure de son indice des prix en alignant de la « réduction sur des bases nouvelles », le coût du logement a augmenté de 4 à 5 % et celui de la santé de 3 %.

EN BREF...

La formation professionnelle des jeunes. — Sur 410 mille jeunes bacheliers, en 1981, d'un contrat de formation alternant, a indiqué, jeudi 12 mars, M. Legendre, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle. Il s'agit, dans le cadre du plan quinquennal, de permettre à des jeunes, âgés de seize à vingt-cinq ans, de travailler dans une entreprise et de suivre alternativement des cours dans un centre de formation. Des actions de ce genre ont démarré à Lille, Rennes et Villeneuve et devraient être progressivement étendues dans toutes les régions.

Manifestations C.F.D.T. sur l'emploi en Alsace. — Une journée d'action est prévue le samedi 14 mars par la C.F.D.T. à été marquée par des actions revendicatives dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin. A Strasbourg, une manifestation a rassemblé un millier de personnes et des militants C.F.D.T. ont particulièrement mis l'accent sur la chambre patronale des industries du Bas-Rhin. A Mulhouse, un mille cinq cents à deux mille cinq cents

personnes, selon les sources, ont parcouru les rues de la ville, puis d'une tonne de sel de déneigement, en provenance des mines de potasse d'Alsace, a été déposée devant la sous-préfecture.

Asnières parisiennes : circulation des autobus en région. — Les autobus parisiens, ceux de l'Île-de-France (Val-de-Marne) et de la Seine-Saint-Denis) ont été bloqués par les grévistes en début de matinée. Aucun autobus ne circulait donc sur les trente-quatre lignes de la région parisienne. Sur le reste du réseau, 7 % des voitures sont sorties normalement, selon la direction de la Seine-Saint-Denis. Celle-ci a confirmé qu'elle entendait prendre des sanctions contre les conducteurs auteurs de « détournements » d'autobus. Elle juge « intolérable » une telle forme d'action organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Intensité d'un millier de francs pour un licenciement non fondé. — M. Jacques Galland, ancien secrétaire général du comité « Bourgeois expansion licenciés

en mars 1980 pour « fautes lourdes » (une dizaine de fautes de gestion) devrait recevoir une indemnité de 100 millions de francs de son ancien employeur, le conseil des prud'hommes de Dijon ayant estimé dans un jugement du 12 mars 1981 que ce licenciement n'est pas fondé ni sur une faute lourde ni sur une faute grave.

Le mode des piquets de grève à Compiègne. — Une déléguée des grévistes de l'usine Denfert-Rochereau a été mise en prison en vue de leur humanisation. Cette grève n'est donc en rien justifiée. Elle semble correspondre plutôt à l'alignement de la section syndicale C.G.T. sur les mots d'ordre du P.C. représenté au sein de l'administration par trois cellules communistes.

La poursuite de cette action vus dans le cadre de nombreux problèmes, y compris dans le rang du personnel de l'établissement hospitalier. Mais ce sont surtout les proches des malades qui s'inquiètent : « Comment, dans ces conditions, assurer les soins attentifs et nécessaires aux pensionnaires si tout ne rentre pas rapidement dans l'ordre ? »

JEAN LECLAIRE.

Le monde en or de M.A.S. vous offre le seul vol direct pour la Malaisie.

A partir du 5 avril.

M.A.S., la compagnie aérienne de Malaisie, arrive à Paris. Pour vous offrir un monde entièrement nouveau d'aventures et de vacances de rêves en Malaisie : mers d'émeraude, plages d'or et végétation luxuriante. Un monde où les différentes cultures de l'Asie se rencontrent et se mélangent pour créer leur magie particulière.

Envoyez-vous pour la Malaisie avec M.A.S. Chaque dimanche, au départ de Charles-de-Gaulle, nous vous offrons le seul vol direct en jets gros porteurs pour Dubaï et Kuala Lumpur.

A Kuala Lumpur, nous vous assurons des correspondances faciles pour un nombre de destinations jamaïques encore proposées en Asie. Quel que soit le vol choisi, vous y trouverez le plus chaleureux et le plus gracieux des services : le service en or de M.A.S.



Découvrez le monde en or de M.A.S.
malaysian airline system

Pour vos réservations et plus de renseignements, contactez votre agence de voyages ou M.A.S., 251, boulevard Péreire, 75017 Paris. Tél. 574.11.50.

هكذا من الأصل

A Paris-Match

appelé pour devenir président
du parti communiste qui n'est pas
dans le baron Empain

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain. Le parti communiste a appelé pour devenir président du parti communiste qui n'est pas dans le baron Empain.

AFFAIRES

Dans une interview à «Paris-Match»

«Ceux qui m'avaient appelé pour devenir président sont ceux-là mêmes qui m'ont chassé»
déclare le baron Empain

«Ces qui m'avaient appelé pour devenir président et m'ont chassé de la présidence de la Société Standard Oil of Ohio (S.O.I.) sont ceux-là mêmes qui m'ont chassé de la présidence de la Société Minière Kennecott», déclare le baron Empain, 70 ans, ancien président de la S.O.I. et de la Société Minière Kennecott, deux sociétés américaines qui ont été rachetées par le groupe Standard Oil of Ohio (S.O.I.) en 1978. «Je suis un homme malade, je souffre de la maladie d'Alzheimer, je ne suis plus capable de travailler», déclare-t-il.

Le baron Empain a été président de la S.O.I. pendant 12 ans, de 1968 à 1980. Il a été remplacé par le groupe Standard Oil of Ohio (S.O.I.) en 1978. «Je suis un homme malade, je souffre de la maladie d'Alzheimer, je ne suis plus capable de travailler», déclare-t-il.

LA STANDARD OIL OF OHIO VA RACHETER

LA SOCIÉTÉ MINIÈRE KENNECOTT

Le Standard Oil of Ohio (S.O.I.), l'une des grandes compagnies pétrolières américaines, a racheté pour 100 millions de dollars (85 millions de francs) la Société Minière Kennecott, une société minière américaine, qui produit du cuivre, du zinc, du plomb, du molybdène, du fer et de l'argent, et réalise un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars (2 milliards de francs) avec un bénéfice de 50 millions de dollars (40 millions de francs).

Le sort de Manufrance

LES SYNDICATS SOLICITENT LA COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

La Société coopérative ouvrière de production et de distribution (S.C.O.P.), lancée par la C.G.T. de Manufrance, a reçu, mardi 10 mars, une lettre des syndicats de Manufrance, M.M. Rousselle et Duvivier, lui demandant de faire une proposition pour le rachat du secteur production Manufrance (armes, cycles et machines à coudre), avant le 15 mars.

Elf-Aquitaine cherche toujours à acquérir une société américaine

«Ashland Oil est l'une des trois ou quatre sociétés américaines que nous regardons, dit le directeur de Elf-Aquitaine, car l'on pense avoir déniché la perle de l'industrie pétrolière indépendante. L'achat d'Ashland Oil permettrait à Elf-Aquitaine d'acquiescer à la loi de la concurrence, en devenant une société américaine, ce qui est une condition sine qua non pour l'achat d'Ashland Oil.

Une entreprise qui se diversifie

Avec un chiffre d'affaires de 84 millions de dollars, Ashland Oil est l'une des plus grosses sociétés américaines de produits pétroliers. Elle a été rachetée par le groupe Standard Oil of Ohio (S.O.I.) en 1978. «Je suis un homme malade, je souffre de la maladie d'Alzheimer, je ne suis plus capable de travailler», déclare-t-il.

M. RUDOLPH BONIFACE EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FORD-FRANCE

M. Rudolph M. Boniface vient d'être nommé administrateur-directeur général de Ford-France. Il remplace M. Victor Dial, devenu directeur adjoint à la direction générale d'Automobiles Peugeot.

La production de voitures a diminué de 14 % en Belgique en 1980

La production de voitures a diminué de 14 % en Belgique en 1980, indique la fédération belge des industries automobiles. Les usines d'assemblage ont produit 170 000 voitures.

Le président de la Banque mondiale a été élu

Le président de la Banque mondiale a été élu. Le président de la Banque mondiale a été élu.

LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ SOBONNE NOUVELLE (PARIS XII) organise au stage sur LA COMMUNICATION DANS LA VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

UN PAVILLON à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

APARTEMENT

APARTEMENT à vendre sur la commune de BORDAUX, 50 m², 2 chambres, 1 salle de bain, 1 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

MONTFERMEIL (93)

à vendre sur la commune de MONTFERMEIL (93), 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

TROIS TERRAINS

TROIS TERRAINS à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

UNE CHAMBRE

UNE CHAMBRE à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

PARIS 20°

PARIS 20° à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

«AU GARRÉ D'AGNEAU» CHEZ ALBERT 120-21-22 Avenue du Général de Gaulle 92-20-21-22 (C. Nord)

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

UN PAVILLON à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

APARTEMENT

APARTEMENT à vendre sur la commune de BORDAUX, 50 m², 2 chambres, 1 salle de bain, 1 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

MONTFERMEIL (93)

à vendre sur la commune de MONTFERMEIL (93), 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

TROIS TERRAINS

TROIS TERRAINS à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

UNE CHAMBRE

UNE CHAMBRE à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

PARIS 20°

PARIS 20° à vendre sur la commune de BORDAUX, 100 m², 3 chambres, 2 salles de bains, 2 WC, cuisine équipée, chauffage central, jardin.

arts ménagers CNIT/Paris. La Défense du 11 au 16 Mars 81 CE SOIR, NOCTURNE JUSQU'À 23 HEURES 50° SALON

DU 7 AU 14 MARS DANS TOUS LES RAYONS PRÉEXCEPTIONNELS AUX TROIS QUARTIERS BOUTEVARDE DE LA MADELEINE - PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La hausse reprend

Virtuellement arrêté trois jours durant, le mouvement de hausse a repris vendredi à la Bourse de Paris dans un marché subitement redevenu très animé. Amorcé dès l'ouverture sous la direction de la Financière de Paris (+ 2 %) puis de Michelin (+ 1,9 %), il a progressivement engendré une sélection de valeurs, toujours à peu près les mêmes, si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané avait progressé de 0,8 % environ.

L'intérêt des opérateurs s'est tout de même concentré sur les valeurs d'ensemble Total - la C.F.P. a monté de 3,6 % et la C.F.R. de 3 %, - Radiotechnique (+ 8,4 %), Brice (+ 4,1 %), Martell (+ 3,7 %), B.P. (+ 3,3 %), Saint-Gobain (+ 3,2 %) Skis Rossignol (+ 3,1 %) et même Peugeot (+ 2,8 %).

Toutefois, bien qu'ayant annoncé une majoration de 50 % de son dividende, Elf-Aquitaine n'a pas fait re-

Ainsi donc une période chaude succède à une période tiède sur un marché qui tire son énergie des achats de « comadité » effectués par les investisseurs sur une sélection de valeurs portantes de promesses. Ces sympathies particulières agissent sur l'animation en Bourse et l'effet psychologique couplé à l'effet technique (apport de capitaux extérieurs) a un pouvoir d'entraînement indéniablement dans la principale caractéristique es-

de masquer entièrement l'environnement. Nul, en effet, ne s'est soucier des deux derniers sondages électoraux. En revanche, la forte hausse de Wall Street, siège également d'opérations particulières a eu influence

Favorisé par la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis l'or est remonté. A Londres, l'once de métal précieux a repris 14 points à 492 dollars tandis qu'à Paris le lingot regagnait 1 015 F à 85 010 F. Le napoléon, cependant, a peu varié (850 l contre 850,10 F).

BOURSE DE PARIS

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Une décision de majorer son dividende pour 1980 de 50 %, dont le montant global passerait de 68,7 à 103,75 millions de francs, a été prise par l'assemblée générale du 17 mars 1980. Les actionnaires, en vertu d'un accord, ont voté à l'unanimité, après fiscal compris, 27 F par action, ce qui représente une augmentation de 50 % de 154,63 F en deux ans. Les compensations de 1978 et 1979 ont été satisfaites par le même montant. C'est de la manière la plus simple que la société a pu garantir à ses actionnaires un bénéfice net de 2 529 millions de francs, alors seulement d'un peu plus de 10 F. Les revenus tirés de raffinage de sucre ont été de 1 000 millions de francs, ce qui, passé avec le blocage des prix, qui plongeait en fait la société à 60 % de perte, en raison des aides, d'augmentation de 22,5 % au provisoire, a permis à la société de dégager un bénéfice net de 3 530 millions de francs, qui passait à 5 060 millions de francs, si l'on ne prenait pas en compte le préopercat de réduire de 50 F le FFA à 10 F la valeur nominale de l'action.

SNEA. La compagnie britannique énergiste pour 1980 une baisse de son bénéfice net de 1,6 milliard de livres, contre 1,62 milliard de livres). Les raisons de la diminution de ses ventes de pétrole brut, qu'à la pression fiscale accrue et à la surévaluation du sterling vis-à-vis du dollar, qui ont entraîné une perte de change de 85 millions de livres. Les dividendes ont été augmentés majorité de 15,7 % à 20,25 pcent.

HOBCAST A.G. - La société suisse annonce pour 1980 un bénéfice avant impôts peu différent du précédent (90 millions de DM, contre 907 millions de DM l'année dernière). Le dividende pour le semestre est de 666 centimes par la forte hausse des profits enregistrés au cours des six premiers mois et par l'allègement des frais financiers. Les résultats du groupe, toutefois, sont en baisse, ce grande partie à cause de la dévaluation du franc suisse, subies par la filiale américaine. Le dividende sera maintenu à 7 DM.

INDICES QUOTIDIENS.
(INSEE, base 100 : 31 déc.1980)

	11 mai 12	12 mai
Valeurs françaises	100,6	100,7

Valeurs étrangères	104,4	105
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	111,7	111,9
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets arrivés du 13 mars	11 5/8	9

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (en yen)	12/3 207,15	13/3 207,45

13 MARS

NEW-YORK

Très vif redressement

En repli depuis deux jours, Wall Street s'est très vivement redressé, si vivement même que l'indice des industrielles a non seulement effacé son retard précédent, mais pris, en plus, une solide avance pour se rapprocher de la fameuse barre de « 1 000 ». Le « Dow » s'est, en effet, établi en clôture à 989,82, soit 22,16 points au-dessus de son niveau

Parallèlement, l'activité s'est fortement accrue, et 54,64 millions de titres ont changé de main, contre 47,39 millions de titres la veille.

La multiplication des O.P.A. sur des très riches compagnies minières (Standard Oil of California sur Amstar, Seagram sur St. Joe Minerals et maintenant, Standard Oil of Ohio sur Kennecott dont la cotation a été suspendue) a eu un puissant effet de stimulation sur le marché. A ce facteur s'est ajoutée le déferle observé sur le front de l'argent. Le Chemical Bank, un des plus gros établissements bancaires des Etats-Unis ayant décidé d'abandonner un demi-pourcent (17,5 contre 18 1/2) son taux d'intérêt privilégié (prime rate), les Compagnies de cuivre ont été les premières à profiter de la baisse. Les traites de 97 cents par once se sont vendues 168, ce qui a

VALEURS	Cours 11 mars	Cours 12 mars
Alcoa	34 1/2	34 1/2
A.T.T.	51 5/8	52 1/8
Boring	34 1/2	35 1/8
Chas. Macintosh Bank	48	48 1/2

VALEURS	Cours 11 mars	-
---------	------------------	---

Alcoa	34 2/5	34 1/4
A.T.T.	51 5/8	52 1/8
Boving	34 1/2	35 1/8
Chen Machine & Tool	46	46 5/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEK, base 100 : 31 dec.1980)

11 Mars 12	12 Mars 12
102,6	102,7

C^e DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 dec. 1961)

Indice général	111,7	111,9
----------------------	-------	-------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets échus du 12 mars 11 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en year) $\left| \frac{12/3}{287,15} \right| \left| \frac{13/3}{287,45} \right|$

13 MARS

13 MAR 1964

BOURSE DE PARIS

13 MARS

COMPTANT

VALUES			VALUES			VALUES			VALUES			VALUES			VALUES		
VALUES	%	%	VALUES	Count	Derive	VALUES	Count	Derive	VALUES	Count	Derive	VALUES	Count	Derive	VALUES	Count	Derive
	in case	in case															
3.5%	1.948		S&P 500	178	174.80	International B.L.P.	219	215	(M) S&P 500	80.80	91	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
4.0%	4.20		UAP	144	144.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
4.5% - 5.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
5.0% - 5.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
5.5% - 6.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
6.0% - 6.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
6.5% - 7.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
7.0% - 7.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
7.5% - 8.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
8.0% - 8.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
8.5% - 9.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
9.0% - 9.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
9.5% - 10.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
10.0% - 10.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
10.5% - 11.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
11.0% - 11.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
11.5% - 12.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
12.0% - 12.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
12.5% - 13.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
13.0% - 13.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
13.5% - 14.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
14.0% - 14.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
14.5% - 15.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
15.0% - 15.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
15.5% - 16.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
16.0% - 16.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
16.5% - 17.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
17.0% - 17.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
17.5% - 18.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
18.0% - 18.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
18.5% - 19.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
19.0% - 19.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
19.5% - 20.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
20.0% - 20.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
20.5% - 21.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
21.0% - 21.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
21.5% - 22.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
22.0% - 22.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
22.5% - 23.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
23.0% - 23.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
23.5% - 24.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
24.0% - 24.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
24.5% - 25.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
25.0% - 25.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
25.5% - 26.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
26.0% - 26.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
26.5% - 27.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
27.0% - 27.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
27.5% - 28.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
28.0% - 28.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
28.5% - 29.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
29.0% - 29.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
29.5% - 30.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
30.0% - 30.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
30.5% - 31.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
31.0% - 31.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
31.5% - 32.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
32.0% - 32.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
32.5% - 33.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
33.0% - 33.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
33.5% - 34.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
34.0% - 34.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
34.5% - 35.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
35.0% - 35.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
35.5% - 36.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
36.0% - 36.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
36.5% - 37.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
37.0% - 37.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
37.5% - 38.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
38.0% - 38.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
38.5% - 39.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
39.0% - 39.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
39.5% - 40.0%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon	268	265	Sci. Methods	16.50	18
40.0% - 40.5%	1.948		(- 100% case)	188	188.00	Investment	295	295	20.20	1226	1226	Compucon					

HORS-COTE

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le contenu complet dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les courts. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

